RÉPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI

SIXIÈME ANNÉE. — N° 174 — 15 JUILLET 1964

# JOURNAL OFFICIEL
# DE LA RÉPUBLIQUE DU MALI

## *PARAISSANT DEUX FOIS PAR MOIS*

**TARIF DES ABONNEMENTS**

| | 1 an | 6 mois |
|---|---|---|
| Etats de l'ex-A. O. F. ..... | 1.200 fr. | 700 fr. |
| France ..... | 1.300 fr. | 800 fr. |
| Etranger ..... | 1.400 fr. | 900 fr. |

Prix au numéro de l'année courante et précédente ..... 50 fr.
Prix au numéro des années précédentes 60 fr.
Par poste, majoration de 5 francs par numéro

**ABONNEMENTS**

Les demandes d'abonnements et annonces doivent être adressées au Directeur de l'Imprimerie, à Koulouba.

Toute demande de changement d'adresse devra être accompagnée de la somme de 50 francs.

Les abonnements prendront effet à compter de la date d'arrivée de leur montant.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance

**ANNONCES ET AVIS**

La ligne ..... 75 francs
Chaque annonce répétée ..... moitié prix
(Il n'est jamais compté moins de 400 francs pour les annonces)

Les copies pour insertion doivent parvenir au plus tard les *5 et 20 de chaque mois* pour paraître dans les *J. O.* des 15 et 1er suivants.

Aucune annonce commerciale ou à caractère commercial n'est acceptée

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### Actes de la République du Mali

#### DECRETS - ARRETES - DECISIONS

**Secrétariat d'Etat à la Défense et à la Sécurité**

Personnel ..... 504

**Ministère de la Justice**

1er juillet 1964 — 522 M.J.-D.2-P.O.J. — Arrêté portant transfert du siège de la Cour d'Assises du Mali à Gao ..... 504

1er juillet .... — 523 M.J.-D.2-P.O.J. — Arrêté portant transfert du siège de la Cour d'Assises du Mali à Kayes ..... 505

1er juillet .... — 524 M.J.-D.2-P.O.J. — Arrêté portant transfert du siège de la Cour d'Assises du Mali à Mopti ..... 505

**Ministère des Finances et du Commerce**

10 juin 1964 — 81 P.G.-R.M.-A.E.P. — Décret fixant les valeurs mercuriales pour le calcul des droits de sortie et de la taxe « ad valorem » à percevoir à l'exportation des produits du Mali pendant la période allant du 1er mai au 31 octobre 1964 ... 505

10 juin .... — 82 P.G.-R.M.-A.E.P. — Décret fixant les valeurs mercurirales pour le calcul des droits d'entrée et taxe « ad valorem » à percevoir à l'importation des produits au Mali pendant la période du 1er mai au 31 octobre 1964 ..... 507

29 juin .... — 96. — Décret autorisant des virements de crédits au Budget régional de Mopti, exercice 1963 ..... 509

3 juillet .... — 98. — Décret autorisant des virements de crédits au Budget national du premier semestre 1964 ..... 510

3 juillet .... — 99. — Décret autorisant des virements de crédits au Budget régional de Kayes, exercice 1963 ..... 510

22 juin .... — 485 F.4-A. — Arrêté portant modification à l'arrêté n° 631 F.4-A. du 10 juillet 1963, notamment en ses articles 1, 2 et 3, fixant le montant maximum de l'avance à consentir aux régisseurs de Caisse d'Avance des Gouvernorats de Gao, Ségou, Kayes et Sikasso ..... 511

23 juin .... — 498 M.F.C.-CAB. — Arrêté complétant l'arrêté n° 165 M.F. du 20 février 1963 constituant en débet le sieur Ibrahima Nianson Coulibaly, Chef du Bureau des Domaines et de l'Enregistrement de Kayes ..... 517

24 juin .... — 499 C.R.M. — Arrêté portant concession de pension pour ancienneté de services à M. Sounkalo Traoré, ex-contremaître principal de classe exceptionnelle des Travaux publics ..... 517

24 juin .... — 500 C.R.M. — Arrêté portant concession de pension de réversion aux ayants cause de M. Barka Traoré, ex-préposé de 2e classe 2e échelon du cadre local des Eaux et Forêts ..... 517

24 juin .... — 501 C.R.M. — Arrêté portant attribution d'allocations pour enfants à M. Dakoro Dembélé, ex-brigadier de Police 3e échelon du cadre local de la Police ..... 518

24 juin .... — 502 C.R.M. — Arrêté portant attribution d'allocations pour enfants à M. Molobaly Fomba, ex-assistant d'Elevage de 1re classe 2e échelon du cadre supérieur . 518

24 juin .... — 503 C.R.M. — Arrêté portant attribution d'allocations pour enfants à M. Demba Kanté, ex-maître ouvrier de 2e classe du cadre supérieur du Chemin de Fer du Mali ..... 518

24 juin .... — 504 C.R.M. — Arrêté portant attribution d'allocations pour enfants à M. Mamadou Malé, ex-sous-chef de gare de 3e classe du cadre supérieur du Chemin de Fer du Mali ..... 518

26 juin .... 512 M.F. — Arrêté portant institution d'un Fonds Spécial des Hydrocarbures ..... 512

26 juin .... 513. — Arrêté portant ouverture d'un Compte hors Budget intitulé « Fonds Spécial des Hydrocarbures » ..... 513

26 juin .... 514 F.4-A. — Arrêté portant modification à l'arrêté n° 53 F.4-A. du 14 janvier 1964 . 518

26 juin .... 515 C.R.M. — Arrêté portant attribution d'allocations pour enfants à M. Madani Tall, ex-ouvrier principal de classe exceptionnelle du cadre supérieur de l'Imprimerie ..... 513

26 juin .... 518 M.F. — Arrêté accordant une avance de 100 millions de francs au Fonds Routier du Mali ..... 513

1er juillet .... 520 M.F.C.-A.E.-C.P. — Arrêté portant homologation des prix en République du Mali 512

2 juillet .... 529. — Arrêté accordant aux magistrats titulaires non logés dans un bâtiment administratif une indemnité compensatrice de logement ..... 518

6 juillet .... 532 F.2-B. — Arrêté accordant une pension de réversion à Mme Alama Camara, veuve d'un garde républicain ..... 518

**Ministère des Travaux publics, des Communications et de l'Energie**

24 juin 1964 491 CAB.-M.T.P. — Arrêté portant agrément d'un organisme habilité pour l'établissement des études et plans de bâtiments soumis à l'autorisation de construire .. 519

1er juillet .... 525 CAB.-M.T.P. — Arrêté portant désignation de la Commission d'Adjudication pour les appels d'offres du 26 juin 1964 relatifs à la fourniture des transformateurs de puissance, aux installations électriques de l'usine et à la ligne 30 kV de l'aménagement hydro-électrique de Sotuba ..... 519

**Ministère de la Santé publique et des Affaires sociales**

2 juillet 1964 50 M.S.P.A.S.-S.O. — Décision attribuant des subventions destinées aux dispensaires des Missions religieuses du Mali pour l'année 1964 ..... 519

**Ministère de l'Education nationale**

Personnel ..... 520

**Secrétariat d'Etat à la Fonction publique et au Travail**

26 juin 1964 509 S.E.F.P.T.-D.F.P.P. — Arrêté ouvrant des concours professionnels pour l'accession dans les divers corps des Douanes .... 521

26 juin .... 511 S.E.F.P.T.-D.F.P.P. — Arrêté ouvrant des concours professionnels pour l'accession dans les divers corps des Douanes .... 521

**Gouverneur de région de Kayes**

11 juin 1964 7 G.-CAB. — Arrêté approuvrant le Budget primitif du 1er semestre, exercice 1964, de la commune de Nioro ..... 529

**Gouverneur de région de Bamako**

27 juin 1964 145 C.G. — Additif à l'arrêté n° 142 C.G. du 18 juin 1964 portant autorisation d'une tombola ..... 529

**Gouverneur de région de Sikasso**

26 juin 1964 85 G.R.S. — Arrêté approuvant une délibération du Conseil municipal de Sikasso . 530

**Gouverneur de région de Gao**

7 juin 1964 37 R.G.-CAB. — Délibération portant approbation du Compte administratif du Budget régional de Gao, année 1963, et du projet de Budget de l'année 1964-1965 530

24 juin .... 38 R.G.-P.E. — Décision approuvant la constitution de la Coopérative de Consommation du 3e quartier de Gao ..... 530

**PARTIE NON OFFICIELLE**

Avis de demande d'immatriculation ..... 530

Annonces ..... 530

# PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DE LA REPUBLIQUE DU MALI

## DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

### Secrétariat d'Etat à la Défense et à la Sécurité

Par décisions en date des :

18 juin 1964. — L'ex-caporal garde de 1er échelon Mahamadou Maïga, mle 5.574, qui avait été révoqué de son emploi et ayant bénéficié de larges circonstances atténuantes et des dispositions bienveillantes de l'article 17 du Code pénal par la Cour d'Appel de Bamako dans son audience publique et ordinaire du 10 avril 1964:

*Est réintégré dans ses fonctions de garde républicain.*

Cette réintégration prendra effet pour compter du 1er juillet 1964.

1er juillet 1964. — Le caporal des Gardes républicains Séga Kanouté, mle 5.374, en service à la Compagnie de Garde présidentielle à Kati, condamné à six mois d'emprisonnement pour délit de vol par le tribunal de première instance de Bamako, est révoqué de son emploi, pour compter du 1er juillet 1964.

### Ministère de la Justice

N° 522 M.J.-D.2-P.O.J. — ARRÊTÉ *portant transfert du siège de la Cour d'Assises du Mali à Gao.*

LE MINISTRE DE LA JUSTICE,

Vu la loi du 22 septembre 1960 portant proclamation de la République du Mali;

Vu la Constitution de la République du Mali;

Vu le décret n° 5 P.G.-R.M. en date du 9 juin 1962 portant réorganisation de l'administration centrale du Ministère de la Justice;

Vu la loi n° 61-55 A.N.-R.M. en date du 15 mai 1961 portant réorganisation judiciaire en République du Mali;

Vu la lettre n° 1165 P.G. du 26 juin 1964 de M. le Procureur Général près la Cour d'Appel de Bamako;

Vu l'avis de M. le Premier Président de la Cour d'Appel du Mali.

ARRÊTE :

Article premier. — Pour le jugement des affaires inscrites au rôle de la 4e session, le siège de la Cour d'Assises de la République du Mali est provisoirement transféré à Gao.

Art. 2. — Le Procureur Général près la Cour d'Appel du Mali est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié au *Journal officiel* de la République et communiqué partout où besoin sera.

Bamako, le 1er juillet 1964.

*Le Ministre de la Justice,*
MAMADOU MADEIRA KEITA.

---

N° 523 M.J.-D.2-P.O.J. — ARRÊTÉ *portant transfert du siège de la Cour d'Assises du Mali à Kayes.*

LE MINISTRE DE LA JUSTICE,

Vu la loi du 22 septembre 1960 portant proclamation de la République du Mali;

Vu la Constitution de la République du Mali;

Vu le décret n° 5 P.G.-R.M. en date du 9 juin 1962 portant réorganisation de l'administration centrale du Ministère de la Justice;

Vu la loi n° 61-55 A.N.-R.M. en date du 15 mai 1961 portant réorganisation judiciaire en République du Mali;

Vu la lettre n° 1165 P.G. du 26 juin 1964 de M. le Procureur Général près la Cour d'Appel de Bamako;

Vu l'avis de M. le Premier Président de la Cour d'Appel du Mali,

ARRÊTE :

Article premier. — Pour le jugement des affaires inscrites au rôle de la 6e session, le siège de la Cour d'Assises de la République du Mali est provisoirement transféré à Kayes.

Art. 2. — Le Procureur Général près la Cour d'Appel du Mali est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié au *Journal officiel* de la République et communiqué partout où besoin sera.

Bamako, le 1er juillet 1964.

*Le Ministre de la Justice,*
MAMADOU MADEIRA KEITA.

---

N° 524 M.J.-D.2-P.O.J. — ARRÊTÉ *portant transfert du siège de la Cour d'Assises du Mali à Mopti.*

LE MINISTRE DE LA JUSTICE,

Vu la loi du 22 septembre 1960 portant proclamation de la République du Mali;

Vu la Constitution de la République du Mali;

Vu le décret n° 5 P.G.-R.M. en date du 9 juin 1962 portant réorganisation de l'administration centrale du Ministère de la Justice;

Vu la loi n° 61-55 A.N.-R.M. en date du 15 mai 1961 portant réorganisation judiciaire en République du Mali;

Vu la lettre n° 1165 P.G. du 26 juin 1964 de M. le Procureur Général près la Cour d'Appel de Bamako;

Vu l'avis de M. le Premier Président de la Cour d'Appel du Mali,

ARRÊTE :

Article premier. — Pour le jugement des affaires inscrites au rôle de la 5e session, le siège de la Cour d'Assises de la République du Mali est provisoirement transféré à Mopti.

Art. 2. — Le Procureur Général près la Cour d'Appel du Mali est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié au *Journal officiel* de la République et communiqué partout où besoin sera.

Bamako, le 1er juillet 1964.

*Le Ministre de la Justice,*
MAMADOU MADEIRA KEITA.

---

## Ministère des Finances et du Commerce

N° 81 P.G.-R.M.-A.E.-P. — DÉCRET *fixant les valeurs mercuriales pour le calcul des droits de sortie et de la taxe* ad valorem *à percevoir à l'exportation des produits du Mali pendant la période allant du 1er mai au 31 octobre 1964.*

LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU MALI,

Vu la loi n° 60-35 du 22 septembre 1960 proclamant la République du Mali;

Vu la loi n° 60-1 du 22 septembre 1960 portant constitution de la République du Mali;

Vu le décret n° 222 P.G.-R.M. du 17 septembre 1962 portant remaniement du Gouvernement de la République du Mali;

Vu le décret n° 223 P.G.-R.M. du 9 novembre 1963 portant fixation de valeurs mercuriales à l'exportation pour la période allant du 1er novembre 1963 au 30 avril 1964;

Vu les propositions formulées par la Commission primaire des Mercuriales douanières en sa séance du 14 mai 1964,

DÉCRÈTE :

Article premier. — Les valeurs mercuriales servant au calcul des droits de sortie et de la taxe forfaitaire pour les produits exportés du Mali sont fixées telles qu'elles figurent aux tableaux annexes ci-joints, pour la période allant du 1er mai au 31 octobre 1964.

Art. 2. — Le Ministre des Finances et du Commerce est chargé de l'application du présent décret qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Koulouba, le 10 juin 1964.

*Le Président du Gouvernement* p. i.,
JEAN-MARIE KONE.

*Le Ministre des Finances et du Commerce,*
Attaher MAIGA.

## EXPORTATION

### TABLEAU I

| NUMÉROS DE LA NOMENCLATURE GÉNÉRALE DU TARIF MALI | DÉSIGNATION DES PRODUITS A L'EXPORTATION | UNITÉ DE VALORISATION | VALEUR MERCURIALE (DROITS DE SORTIE) | VALEUR MERCURIALE ET TAXE FORFAITAIRE |
|---|---|---|---|---|
| | CHAPITRE 1 | | | |
| | Animaux vivants : | | | |
| 01-01 A | Chevaux autres | tête | 10.000 | 11.000 |
| 01-01 B | Anes | tête | 1.500 | 750 |
| 01-02 | Bovins | tête | 8.000 | |
| 01-04 | Ovins, caprins | tête | 1.000 | |
| | CHAPITRE 3 | | | |
| | Poissons, crustacés et mollusques : | | | |
| 03-02 D | Poissons séchés, salés ou fumés | KN | 80 | |
| | CHAPITRE 5 | | | |
| | Autres produits d'origine animale non dénommée ni compris ailleurs : | | | |
| ex 05-09 | Sabots de bétail | 100 KN | 750 | 780 |
| ex 05-09 | Cornes brutes de bétail | 100 KN | 1.200 | 1.260 |
| | CHAPITRE 8 | | | |
| | Fruits comestibles, écorces d'agrumes et de melons : | | | |
| 08-01 E | Mangues greffées | KN | 30 | 30 |
| | CHAPITRE 9 | | | |
| | Café, thé, malte, épices : | | | |
| ex 09-04 B | Piments secs | TN | 75.000 | 82.500 |
| | CHAPITRE 12 | | | |
| | Graines et fruits oléagineux; graines, semences et fruits divers; plantes industrielles et médicinales; pailles et fourrages : | | | |
| 12-01 K | Graines de coton | TN | 6.000 | 7.000 |
| 12-01 M | Amandes de karité | TN | 4.000 | 4.000 |
| 12-07 H1 | Colas | KN | 20 | |
| | CHAPITRE 13 | | | |
| | Matières premières végétales pour teinture et le tannage, gommes résines et autres sucs et extraits végétaux : | | | |
| ex 13-02 Ba | Gommes arabiques : | | | |
| | Gommes dures, qualité « Ferlo » brutes | 100 KN | 4.000 | 4.500 |
| ex 13-02 Ba1 | qualité « Kaédi Cascas » | 100 KN | 3.600 | 4.000 |
| ex 13-02 Ba1 | qualité « Galam » | — | 3.500 | 4.000 |
| | Gommes Bamako-Ségou (brutes) | — | 1.400 | 1.600 |
| ex 13-02 Ba2 | Gommes arabiques « Salabridas » Tombouctou brutes | — | 2.300 | 2.500 |
| | Gommes arabiques friables, qualité « Ferlo » brutes | — | 4.000 | 4.500 |
| | Qualité « Kaédi Cascas » | 100 KN | 3.600 | 4.000 |
| | Qualité « Galam » | 100 KN | 3.500 | 4.000 |
| | Gommes Bamako-Ségou (brutes) | 100 KN | 1.400 | 1.600 |
| | Gommes arabiques « Salabridas » Tombouctou (brutes) | — | 2.300 | 2.500 |
| | CHAPITRE 14 | | | |
| | Matières à tresser, à tailler et autres produits d'origine végétale non dénommés ni compris ailleurs : | | | |
| 14-02 A | Kapok égrené, qualité supérieure | 100 KN | 2.000 | 2.350 |
| | Kapok égrené qualité courante | 100 KN | 1.650 | 1.850 |
| | CHAPITRE 15 | | | |
| | Graines et huiles (animales et végétales), produits de leur dissociation, graisses alimentaires élaborées : | | | |
| 15-15 | Cire d'abeille clarifiée | 100 KN | 8.000 | 9.000 |
| 15-07 B1 | Beurre ou huile de karité | TN | 30.000 | 30.000 |
| | CHAPITRE 41 | | | |
| ex 41-01 | Peaux brutes (salées, chaulées, pickelées et arseniquées) (1) : | | | |
| ex 41-01 A1 | Peaux de bovins fraiches | KN | 25 | 27 |
| | Peaux de bovins séchées boucherie | KN | 55 | 60 |
| | Peaux de bovins séchées non boucherie | KN | 40 | 44 |
| 41-01 A2 | Peaux d'ovins fraiches ou séchées | KN | 75 | 81 |
| 41-01 A3 | Peaux de caprins fraiches ou séchées | KN | 110 | 119 |

(1) En raison de la règlementation locale, les peaux arseniquées seront assimilées aux peaux chaulées ou pickelées.

| NUMÉROS DE LA NOMENCLATURE GÉNÉRALE DU TARIF MALI | DÉSIGNATION DES PRODUITS A L'EXPORTATION | UNITÉ DE VALORISATION | VALEUR MERCURIALE (DROITS DE SORTIE) | VALEUR MERCURIALE ET TAXE FORFAITAIRE |
|---|---|---|---|---|
| 41-01 A4 | Peaux de reptiles, de batraciens, de poissons et mammifères marins, peaux de caïmans, lézards et assimilées : | | | |
| | Fraiches | KN | 50 | 55 |
| | Peaux d'iguanes séchées | KN | 90 | 100 |
| 41-01 AZ | Autres : | | | |
| | Peaux de panthères fraiches ou séchées | l'unité | 10.000 | 11.000 |
| | CHAPITRE 53 | | | |
| 53-01 | Laines, poils et crins : | | | |
| | Laine en masse | TN | 80.000 | 90.000 |
| | CHAPITRE 55 | | | |
| ex 55-01 | Coton égrené (allen) | KN | 50 | 60 |

TABLEAU II

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | CHAPITRE 12 | | | |
| 12-01 12-01-Ab | Graines et fruits oléagineux : Arachides décortiquées du Mali | TN | 30.000 | 36.900 |
| | CHAPITRE 15 | | | |
| 15-07 | Graisses et huiles animales ou végétales; produits de leur dissociation : | | | |
| ex 15-07 AE | Huiles végétales fixes, fluides ou concentrées, brutes, épurées ou raffinées : | | | |
| | Huiles d'arachide brutes provenant de la trituration des arachides décortiquées du Mali (en vrac) | TN | 57.200 | 72.900 |
| | (en fûts) | TN | 60.200 | 75.900 |
| ex 15-07 BB | Huiles d'arachides raffinées provenant de la trituration des arachides décortiquées du Mali (en vrac) | TN | 61.200 | 76.700 |
| | (en fûts) | — | 64.200 | 79.700 |
| ex 15-07 BB | Huiles d'arachides neutralisées provenant de la trituration des arachides décortiquées du Mali (en vrac) | — | 59.200 | 74.800 |
| | (en fûts) | — | 62.200 | 77.800 |
| | CHAPITRE 23 | | | |
| 23-04 23-04 B | Tourteaux et autres résidus provenant de l'extraction des huiles végétales : Tourteaux d'arachides | TN | 8.000 | 9.000 |

N° 82 P.G.-R.M.-A.E.-P. — DÉCRET *fixant les valeurs mercuriales pour le calcul des droits d'entrée et taxe ad valorem à percevoir à l'importation des produits au Mali pendant la période allant du 1er mai au 31 octobre 1964.*

LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU MALI,

Vu la loi n° 60-35 du 22 septembre 1960 proclamant la République du Mali;

Vu la loi n° 60-1 du 22 septembre 1960 portant constitution de la République du Mali;

Vu le décret n° 222 P.G.-R.M. du 17 septembre 1962 portant remaniement du Gouvernement de la République du Mali;

Vu le décret n° 224 P.G.-R.M. du 9 novembre 1963 portant fixation des valeurs mercuriales des produits importés au Mali pour la période allant du 1er novembre 1963 au 30 avril 1964;

Vu les propositions formulées par la Commission primaire des Mercuriales douanières en sa séance du 14 mai 1964,

DÉCRÈTE :

Article premier. — Les valeurs mercuriales servant au calcul des droits d'entrée et de la taxe *ad valorem* pour les produits importés au Mali sont fixées telles qu'elles figurent au tableau annexe ci-joint, pour la période allant du 1er mai 1963 au 31 octobre 1964.

Art. 2. — Le Ministre des Finances et du Commerce est chargé de l'application du présent décret qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Koulouba, le 10 juin 1964.

*Le Président du Gouvernement* p. i.,
JEAN-MARIE KONE.

*Le Ministre des Finances et du Commerce,*
Attaher MAIGA.

IMPORTATION.

| NUMÉRS DE LA NOMENCLATURE GÉNÉRALE DU TARIF MALI | DÉSIGNATION DES PRODUITS | UNITÉ DE VALORISATION | VALEUR MERCURIALE (DROITS D'ENTRÉE) | OBSERVATIONS |
|---|---|---|---|---|
| | CHAPITRE 4 | | | |
| | Lait et produits de la laiterie, œufs d'oiseaux, miel naturel : | | | |
| 04-02 A | Laits concentrés (sans sucre) : | | | |
| | Liquides ou pâteux | 100 K | 5.000 | |
| | Liquides (solide) | — | 11.000 | |
| 04-02 B | Laits concentrés additionnés de sucre | — | 6.000 | |
| | CHAPITRE 7 | | | |
| | Légumes, plantes, racines et tubercules alimentaires : | | | |
| 07-0- E2 | Pommes de terre | 100 K | 1.000 | |
| | CHAPITRE 12 | | | |
| 12-07 | Plantes et parties de plantes, graines et fruits des espèces utilisées principalement en parfumerie, en médecine ou à usages insecticides, frais ou secs même coupés, concassés ou pulvérisés : | | | |
| 12-07 H1 | Colas | KN | 10 | |
| | CHAPITRE 16 | | | |
| | Préparations de viandes, de poissons, de crustacés et de mollusques : | | | |
| ex 16-04 Bb | Préparations et conserves de poissons. Sardines ordinaires en boîte club de 30 mm. de hauteur et au-dessous (1) | 1/2 Kg brut | 150 | (1) La mercuriale n'est applicable aux importations dont la valeur C.A.F. réelle est supérieure à 150 francs le kg 1/2 brut. |
| | CHAPITRE 19 | | | |
| | Préparation à base céréales de farines ou de fécules patisserie : | | | |
| 19-08 C1 | Produits de la biscuiterie | | | |
| | Biscuits secs sans cacao genre biscuits de mer, contenant 15 % et moins de sucre | 100 KN | 5.500 | |
| | CHAPITRE 25 | | | |
| | Sels, soufre, terres et pierres, chaux et ciments : | | | |
| ex 25-23 | Ciments hydrauliques ordinaires, genre Portland (à l'exclusion des ciments fondus, ciments de laitiers, ciments sursulfatés, etc .....,des clinkers et des ciments colorés | 100 KN | 400 | |
| | CHAPITRE 27 | | | |
| | Combustibles minéraux, huiles minérales et produits de leur distillation; matières bitumeuses cires animales : | | | |
| 27-10-A | Produits légers du pétrole et produits assimilés (2) : | | | |
| A 1 a | Essence d'aviation 100 octanes et plus (en vrac) | TN | 14.000 | |
| | (en fûts) | T | 15.000 | |
| | Essence d'aviation 90 à 100 octanes inclus (en vrac) | TN | 13.000 | |
| | (en fûts) | T | 14.500 | |
| - A 1 b | Essence autre (en vrac) | TN | 8.500 | |
| | (en fûts) | T | 10.000 | |
| A 3 | Pétrole lampant (kérosène) : | | | |
| | en vrac | TN | 7.300 | |
| | en fûts | T | 8.800 | |
| | en caisses et estagnons | T | 9.500 | |
| - B | Produits lourds du pétrole et produits assimilés (3) : | | | |
| - B 1 | Gas-oil | TN | 7.000 | |
| - B2-B3 | Fuel-oil domestique et fuel léger | TN | 6.500 | |
| - B 4 | Fuel-oil lourd | T | 4.000 | |

(2) La valeur mercuriale (en vrac) est applicable aux produits qui importés en vrac, sont à leur sortie d'entrepôt déclarés pour la consommation et ceci quel que soit le régime douanier des fûts dans lesquels ils sont placés en consommation locale ou régime suspensif de droits.

Dans le dernier cas les fûts sont soumis aux droits sur leur valeur réelle.

| NUMÉROS DE LA NOMENCLATURE GÉNÉRALE ET TARIF MALI | DÉSIGNATION DES PRODUITS | UNITÉ DE VALORISATION | VALEUR MERCURIALE (DROITS D'ENTRÉE) | OBSERVATIONS |
|---|---|---|---|---|
| | CHAPITRE 32 | | | |
| 32-05 Ob | Extraits tannants et teintoriaux, tanins et leurs dérivés, matières colorantes, couleurs, peintures, mastics, encre : | | | (3) Voir au n° ex 73-23 la valeur mercuriale des fûts en fer importés pleins de ces produits. |
| | Indigo naturel brut | KB | 30 | |
| | CHAPITRE 62 | | | |
| | Autres articles confectionnés en tissus : | | | |
| ex 62-03 B1 | Sacs (simples ou doubles) : | | | |
| | importés pleins de sucre | la pièce | 20 | |
| | importés pleins de sel | | 10 | |
| ex 62-03 B1 | Sacs (simples ou doubles) importés pleins de produits autres | | | |
| | que le sucre et le sel | — | | |
| | que le sucre et le sel | — | 20 | |
| | CHAPITRE 64 | | | |
| | Chaussures, guêtres et articles analogues; parties de ces objets : | | | |
| ex 64-01 | Babouches pour hommes | la paire | 500 | |
| | Babouches brodées, sans talon pour femmes | — | 500 | |
| | Babouches autres pour femmes | — | 750 | |
| | Babouches plastiques | — | 250 | |
| | CHAPITRE 73 | | | |
| ex 73-23 | Fer, fonte, acier : | | | |
| | Fûts en fer importés pleins de produits lourds du pétrole (27-10 B) et de produits (ex-27-14, ex-27-16) | 100 K | 3.000 | NOTA — Les valeurs des mercuriales s'appliquent aux produits nommément repris au tableau à l'exclusion de ceux qui leur sont ou pourraient leur être assimilés à la suite d'arr. de classement. |

N° 96. — DÉCRET *autorisant des virements de crédits au Budget régional de Mopti, exercice 1963.*

LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU MALI,

Vu la Constitution de la République du Mali;
Vu l'ordonnance n° 46 *bis* du 16 novembre 1960 portant règlement financier au Mali, validée par la loi n° 61-22 A.N.-R.M. du 19 janvier 1961;
Vu le décret n° 222 P.G. du 13 septembre 1962 portant remaniement du Gouvernement du Mali;
Vu la loi n° 63-30 A.N.-R.M. du 26 janvier 1963 portant approbation du Budget national et instituant des Budgets régionaux;
Statuant en Conseil des Ministres,

DÉCRÈTE :

Article premier. — Sont autorisés au Budget régional de Mopti, exercice 1963, les virements de crédits suivants :

| | CRÉDITS Ouverts | CRÉDITS Annulés |
|---|---|---|
| TITRE IV | | |
| SECTION 044 M *Education nationale* | | |
| Chapitre 044-05 : | | |
| Article 2. — Personnel | 7.500.000 | |
| TITRE VI | | |
| SECTION 062 M *Dépenses communes de Personnel* | | |
| Chapitre 062-01 : | | |
| Article 3. — | | 7.500.000 |
| | 7.500.000 | 7.500.000 |

Art. 2. — Le présent décret sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Koulouba, le 29 juin 1964.

*Le Président du Gouvernement,*
MODIBO KEITA.

*Le Ministre des Finances et du Commerce,*
Attaher MAIGA.

N° 98. — DÉCRET *autorisant des virements de crédits au Budget national du premier semestre 1964.*

LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU MALI,

Vu la Constitution de la République du Mali;

Vu l'ordonnance n° 46 *bis* du 16 novembre 1960 organisant le règlement financier du Mali, validée par la loi n° 61-22 A.N.-R.M. du 19 janvier 1961;

Vu la loi n° 63-102 A.N.-R.M. du 30 décembre 1963 portant adoption du Budget national et du Budget de région pour le premier semestre de l'année 1964;

Statuant en Conseil de Gouvernement,

DÉCRÈTE :

Article premier. — Sont autorisés au Budget national les virements de crédits suivants :

| | CRÉDITS Ouverts | CRÉDITS Annulés |
|---|---|---|
| | — | — |
| TITRE PREMIER | | |
| *Affaires générales* | | |
| SECTION 12 | | |
| *Présidence du Gouvernement* | | |
| Chapitre 12-01. — Présidence du Gouvernement (Personnel) : | | |
| Article 2. — Protocole ..... | 150.000 | |
| Article 3. — Secrétariat Conseil de Gouvernement ..... | 350.000 | |
| SECTION 13 | | |
| *Affaires étrangères* | | |
| Chapitre 13-05. — Ambassades, représentations extérieures (Personnel) ... | | 3.180.000 |
| Chapitre 13-06. — Ambassades, représentations extérieures (Matériel) .... | 2.080.000 | |
| SECTION 19 | | |
| *Information et Tourisme* | | |
| Chapitre 19-01. — Cabinet (Personnel) . | 600.000 | |
| TITRE II | | |
| *Affaires économiques et financières* | | |
| SECTION 20 | | |
| *Finances* | | |
| Chapitre 20-08. — Service Mécanographie (Matériel) ..... | 1.490.000 | |
| Chapitre 20-13. — Comptabilité publique (Personnel) ..... | | 1.105.000 |
| Chapitre 20-15. — Contrôle financier (Personnel) ..... | 125.000 | |
| SECTION 22 | | |
| *Plan* | | |
| Chapitre 22-01. — Cabinet (Personnel) . | 150.000 | |
| Chapitre 22-05. — Services spécialisés (Personnel) : | | |
| Article 4. — Statistiques ..... | | 660.000 |
| TITRE VI | | |
| *Charges communes* | | |
| SECTION 61 | | |
| *Dette publique* | | |
| Chapitre 62-01. — Service des Emprunts et autres dettes contractuelles : | | |
| Article 3. — Dettes contractuelles .... | | 40.441.000 |
| SECTION 62 | | |
| *Dépenses communes* | | |
| Chapitre 62-01. — Dépenses communes de Personnel : | | |
| Article 1. — Indemnité de déplacement définitif ..... | | 600.000 |
| Article 6. — Frais de transport pour tournées et missions ..... | | 12.000.000 |
| Chapitre 62-03. — Dépenses non classées : | | |
| Article 7. — Liquidtion du passif .... | | 16.000.000 |
| SECTION 63 | | |
| *Contributions, reversements, ristournes, subventions* | | |
| Chapitre 63-01 : | | |
| Article 2. — Contributions internationales ..... | | 1.527.000 |
| Chapitre 63-02. — Reversements et ristournes : | | |
| Article 4. — Ristournes, centimes additionnels à la Caisse des Prestations familiales et aux Chambres de Commerce ..... | | 10.314.000 |
| | 45.386.000 | 45.386.000 |

Art. 2. — Le présent décret sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

*Le Président du Gouvernement,*

MODIBO KEITA.

*Le Ministre des Finances et du Commerce,*

Attaher MAIGA.

---

N° 99. — DÉCRET *autorisant des virements de crédits au Budget régional de Kayes, exercice 1963.*

LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU MALI,

Vu la Constitution de la République du Mali;

Vu l'ordonnance n° 46 *bis* du 16 novembre 1960 portant organisation du règlement financier en République du Mali;

Vu la loi n° 60-30 A.N.-R.M. du 26 janvier 1963 portant approbation du Budget national et instituant des Budgets régionaux,

DÉCRÈTE :

Article premier. — Sont autorisés au Budget régional de Kayes, exercice 1963, les virements de crédits suivants :

| IMPUTATION | | NOMENCLATURE | CRÉDITS | |
|---|---|---|---|---|
| CHAPITRE | ARTICLE | | OUVERTURE | ANNULATION |
| 018-03 K | 2 | Administration générale (Personnel) | | 398.310 |
| 018-04 K | 2 | Administration générale (Matériel) | | 589.085 |
| 022-05 K | 3 | Développement rural (Personnel) | 62.560 | |
| 022-06 K | 3 | Développement rural (Matériel) | | 248.235 |
| 023-05 K | 2 | Eaux et Forêts (Personnel) | 363.125 | |
| 023-06 K | 2 | Eaux et Forêts (Matériel) | | 22.080 |
| | 3 | Eaux et Forêts (Régie) | | 607.110 |
| | 6 | Eaux et Forêts (Véhicules) | | 445.415 |
| 024-03 K | 2 | Elevage (Personnel) | | 307.145 |
| 024-04 K | 2 | Elevage (Matériel) | | 141.715 |
| | 7 | Elevage (Véhicules) | | 573.695 |
| 044-05 K | 2 | Enseignement (Personnel) | 16.179.015 | |
| 044-06 K | 2 | Enseignement (Matériel) | | 255.500 |
| 045-02 K | | Service de Santé (Véhicules) | | 285.965 |
| 045-07 K | | Assistance médicale (Personnel) | 4.258.785 | |
| 045-08 K | | Assistance médicale (Matériel) | | 390.245 |
| 045-09 K | 1 | Service d'Hygiène (Personnel) | 76.820 | |
| | 3 | Protection maternelle et infantile (Personnel) | | 82.435 |
| 045-10 K | 1 | Service d'Hygiène (Matériel) | | 41.270 |
| | 3 | Protection maternelle et infantile (Matériel) | | 135.225 |
| 062-10 K | 1 | Indemnité déplacement définitif | | 53.150 |
| | 2 | Indemnité frais tournées et missions | | 200.000 |
| | 3 | Frais de transport déplacement définitif | | 339.675 |
| | 4 | Transport évacuations sanitaires | | 297.505 |
| | 5 | Frais de transport tournées et missions | | 1.422.205 |
| | 6 | Frais hospitalisation | | 1.859.575 |
| 062-03 K | 8 | Remises impôts | | 6.664.460 |
| | 9 | Achat tickets et frais impression | | 1.081.855 |
| 063-02 K | 2 | Taxe régionale | | 4.282.735 |
| | 3 | Ristourne aux communes | | 52.490 |
| 063-04 K | 1 | Subventions | | 163.225 |
| | | | 20.940.305 | 20.940.305 |

Art. 2. — Le présent décret sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Koulouba, le 3 juillet 1964.

*Le Président du Gouvernement,*
MODIBO KEITA.

*Le Ministre des Finances et du Commerce,*
Attaher MAIGA.

---

N° 485 F.4-A. — ARRÊTÉ *portant modification à l'arrêté n° 631 F.4-A. du 10 juillet 1963, notamment en ses articles 1, 2 et 3, fixant le montant maximum de l'avance à consentir aux régisseurs de Caisse d'Avance des Gouvernorats de Gao, Ségou, Kayes et Sikasso.*

LE MINISTRE DES FINANCES ET DU COMMERCE,

Vu la Constitution de la République du Mali;
Vu l'ordonnance n° 46 *bis* du 16 novembre 1960 portant règlement financier du Mali, validée par la loi n° 61-22 A.N.-R.M. du 19 janvier 1961;
Vu l'arrêté n° 906 F.4-A. du 21 octobre 1961 instituant une Régie d'Avance auprès des circonscriptions administratives du Mali;
Vu l'arrêté n° 499 F.4-A. du 31 mai 1963 instituant une Régie d'Avance auprès du Gouvernorat de la région de Bamako, au titre du Budget régional;
Vu l'arrêté n° 631 F.4-A. du 10 juillet 1963 instituant auprès des Gouvernorats de Gao, Mopti, Ségou, Kayes et Sikasso et aux chefs-lieux des diverses circonscriptions administratives rattachées, des Régies d'Avance au titre du Budget régional;
Vu les nécessités de service,

ARRÊTE :

Article premier. — Les articles 1, 2 et 3 de l'arrêté n° 631 F.4-A. du 10 juillet 1963 ci-dessus indiqué sont modifiées comme suit :

*Article premier. — Ajouter :*

Le Régisseur de la Régie d'Avance instituée auprès des Gouvernorats de Gao, Ségou, Kayes et Sikasso, est habilité à payer les factures de transport du personnel et du matériel.

*Art. 2.* — Le montant maximum de l'avance à consentir à chaque régisseur est fixé à deux millions cinq cent mille (2.500.000) francs maliens.

*Art. 3.* — Le Régisseur est nommé par arrêté du Ministre des Finances. Il est assujetti à un cautionnement de 25.000 francs.

(Le reste sans changement).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Koulouba, le 22 juin 1964.

*Le Ministre des Finances et du Commerce,*
ATTAHER MAIGA.

N° 512 M.F. — ARRÊTÉ *portant institution d'un Fonds spécial des Hydrocarbures.*

LE MINISTRE DES FINANCES ET DU COMMERCE,

Vu la loi n° 60-35 du 22 septembre 1960 proclamant la République du Mali;

Vu la loi n° 60-1 du 22 septembre 1960 portant constitution de la République du Mali,

ARRÊTE :

Article premier. — Il est institué un Fonds spécial des Hydrocarbures.

Ce fonds a pour but d'éviter les fluctuations trimestrielles du prix de l'essence de tourisme, du pétrole et du gas-oil et d'équiper les circonscriptions administratives en moyens de stockage, notamment pour les hydrocarbures.

Art. 2. — Le Fonds est géré par le Ministère des Finances et du Commerce.

Art. 3. — Un agent désigné par décision du Ministre des Finances et du Commerce suivra la gestion du Fonds et l'exécution des décisions prises par le Gouvernement pour l'emploi des ressources du Fonds spécial des Hydrocarbures.

Art. 4. — Le Fonds est alimenté par les versements des Sociétés pétrolières important des hydrocarbures au Mali.

Ces versements sont représentés par la différence entre les prix homologués des hydrocarbures publiés en annexe du présent arrêté et les justes prix de vente tels qu'ils résulteraient de l'application du barème type adopté pour la fixation du prix des hydrocarbures sur le territoire national.

Art. 5. — Le Fonds est débité :

1° des prélèvements faits par le Ministère des Finances et du Commerce à l'occasion de l'exécution du programme adopté par le Gouvernement, compte tenu des ressources acquises sur proposition du Ministre d'Etat chargé du Plan et de la Coordination des Affaires économiques et financières, après avis du Ministre des Finances et du Commerce;

2° des sommes représentées par la différence entre les prix homologués des hydrocarbures publiés en annexe du présent arrêté et les justes prix de vente tels qu'ils résulteraient de l'application du barème type adopté pour la fixation des prix hydrocarbures sur le territoire national.

Art. 6. — Les Compagnies pétrolières adresseront au Ministre des Finances et du Commerce, les 25 juillet, 25 octobre, 25 janvier et 25 avril, les relevés trimestriels des sommes dues, conformément à l'article 4. Elles pourront défalquer de celles-ci les sommes qui leur seraient éventuellement dues, conformément à l'article 5 alinéa 2.

Les paiements interviendront chaque trimestre au nom du Trésorier-Payeur du Mali.

Art. 7. — Les opérations du Fonds sont suivies par exercice commençant le 1er juillet de chaque année au 30 juin de l'année suivante.

Art. 8. — Le gestionnaire du Fonds nommé par le Ministre des Finances et du Commerce établit au nom de celui-ci, tous actes, contrats, marchés ou adjudications, procède à l'établissement des titres de recettes ou de paiements qu'il transmet au Trésorier-Payeur.

Ces documents sont présentés mensuellement à l'approbation du Ministre des Finances et du Commerce ou à l'Agent nommé par lui à cet effet.

Il établit un compte administratif par exercice et un rapport sur les opérations effectuées par la Caisse au cours de l'exercice considéré.

Art. 9. — La comptabilité du Fonds est tenue par le Trésorier-Payeur du Mali, conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 46 *bis* du 16 novembre 1960 en un compte hors Budget intitulé Fonds spécial des Hydrocarbures.

Art. 10. — Le Fonds spécial des Hydrocarbures est soumis aux vérifications des Contrôleurs d'Etat et du Contrôle Financier. Ce contrôle porte notamment sur les recettes, les engagements de dépenses, les mandatements et les paiements.

La comptabilité du Fonds spécial des Hydrocarbures est du type de la comptabilité administrative.

Le Fonds spécial des Hydrocarbures doit toujours être créditeur. Il ne peut, en aucun cas, supporter une dépense à défaut de solde créditeur suffisant. Il ne sera pas accordé d'avance de découvert.

Art. 11. — Les prix homologués et le barème type peuvent être revus par trimestre et être publiés par arrêté. A défaut, les prix homologués et le barème type sont tacitement reconduits.

Art. 12. — Le présent arrêté sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Koulouba, le 26 juin 1964.

*Le Ministre des Finances et du Commerce,*

ATTAHER MAIGA.

---

N° 529. — ARRÊTÉ *accordant aux magistrats titulaires non logés dans un bâtiment administratif une indemnité compensatrice de logement.*

LE MINISTRE DES FINANCES ET DU COMMERCE,

Vu la Constitution de la République du Mali;

Vu l'ordonnance n° 46 *bis* du 16 novembre 1960 portant règlement financier du Mali, validée par la loi n° 61-22 A.N.-R.M. du 19 janvier 1961;

Vu l'ordonnance n° 48 du 18 novembre 1960 fixant les retenues pour logement et ameublement des fonctionnaires et agents de la République du Mali;

Vu le décret n° 193 P.G.-R.M. portant fixation des modalités d'attribution et de la consistance des logements administratifs,

ARRÊTE :

Article premier. — Il est alloué mensuellement aux magistrats titulaires, non logés dans un bâtiment administratif, une indemnité compensatrice de logement

équivalente à la retenue moyenne pour logement et ameublement fixée pour le groupe auquel appartient chacun des magistrats.

Art. 2. — Le présent arrêté, qui prendra effet à compter du 1er juillet 1964 sera publié et communiqué partout où besoin sera.

*Le Ministre des Finances et du Commerce,*
ATTAHER MAIGA.

---

N° 513. — ARRÊTÉ *portant ouverture d'un compte hors Budget intitulé « Fonds spécial des Hydrocarbures ».*

LE MINISTRE DES FINANCES ET DU COMMERCE,

Vu la loi n° 60-35 du 22 septembre 1960;

Vu la Constitution de la République du Mali;

Vu l'ordonnance n° 46 *bis* du 16 novembre 1960 portant règlement financier du Mali, validée par la loi n° 61-22 A.N.-R.M. du 19 janvier 1961,

ARRÊTE :

Article premier. — Il est ouvert dans les comptes du Trésorier-Payeur un compte hors Budget intitulé «Fonds spécial des Hydrocarbures ».

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Koulouba, le 26 juin 1964.

*Le Ministre des Finances et du Commerce,*
ATTAHER MAIGA.

---

N° 518 M.F. — ARRÊTÉ *accordant une avance de 100 millions de francs au Fonds Routier du Mali.*

LE MINISTRE DES FINANCES ET DU COMMERCE,

Vu la Constitution de la République du Mali;

Vu l'ordonnance n° 46 *bis* du 16 novembre 1960 organisant le règlement financier du Mali;

Vu la loi n° 62-26 A.N.-R.M. du 7 février 1962 portant refonte du compte Fonds Routier du Mali;

Vu la loi n° 63-102 A.N.-R.M. du 30 décembre 1963 portant adoption du Budget national et des Budgets de région pour le premier semestre de l'année 1964,

ARRÊTE :

Article premier. — Une somme de cent millions de francs sera mandatée au compte spécial « Fonds Routier du Mali ».

Art. 2. — La dépense est imputable au Budget national 1963, chapitre 63-02, article 5.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Koulouba, le 26 juin 1964.

*Le Ministre des Finances et du Commerce,*
ATTAHER MAIGA.

---

N° 520 M.F.C.-A.E.-C.P. — ARRÊTÉ *portant homologation des prix en République du Mali.*

LE MINISTRE DES FINANCES ET DU COMMERCE,

Vu la loi n° 60-1 A.N.-R.M. du 22 septembre 1960 portant constitution de la République du Mali;

Vu la loi n° 60-35 A.N.-R.M. du 22 septembre 1960 proclamant la République du Mali;

Vu la loi n° 61-76 A.N.-R.M. du 20 mai 1961 fixant les peines et sanctions applicables en matière d'infractions à la réglementation du régime des prix;

Vu le décret n° 185 du 2 mai 1961 portant réglementation générale des prix,

ARRÊTE :

Article premier. — A compter du 1er juillet 1964, les produits et marchandises désignés aux annexes I, II et III sont soumis à homologation.

Art. 2. — Les prix indiqués dans les annexes I, II et III sont ceux retenus dans les chefs-lieux de région économique.

Art. 3. — Pour tous les lieux situés à l'intérieur d'une région économique où la SOMIEX ne possède pas de magasin de vente, les prix fixés à l'article 2 du présent arrêté sont majorés des frais d'approche, sur la base de 10,50 francs la tonne kilométrique pour les camions de plus de 6 tonnes de charge utile, et de 13,20 francs la tonne kilométrique pour les camions de 6 tonnes et moins de charge utile.

Art. 4. — La non application des prix fixés aux annexes I, II et III du présent arrêté sera considérée comme majoration illicite de prix ou comme hausse illicite de prix et sera sanctionnée, conformément aux dispositions de la loi n° 61-75 A.N.-R.M. du 20 mai 1961 et du décret n° 185 P.G.-R.M. du 2 mai 1961 en ses articles 5, 6 et 7.

Art. 5. — Le présent arrêté, qui entrera en vigueur dès sa signature, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Bamako, le 1er juillet 1964.

*Le Ministre des Finances et du Commerce,*
ATTAHER MAIGA.

## ANNEXE I
## HYDROCARBURES
### PRIX APPLICABLES AU MALI A COMPTER DU 1er JUILLET 1964

| LOCALITÉS | TRANSPORT I.A.S. COMPRIS A L'HL. | ESSENCE | | PÉTROLE | | GAS-OIL | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | PRIX REVEN. INSTALLÉ | POMPE LIBRE | PRIX REVEN. INSTALLÉ | POMPE LIBRE | PRIX REVEN. INSTALLÉ | POMPE LIBRE |
| *Région Bamako* | | | | | | | |
| Dépôt | | 44,94 | | 36,14 | | 38,09 | 40,10 |
| Bamako-Ville | 46 | 45,40 | 48,20 | 36,60 | 39,40 | 38,55 | 40,40 |
| Kati | 76 | 45,70 | 48,50 | 36,90 | 39,70 | 38,85 | 40,40 |
| Baguineda | 76 | 45,70 | 48,50 | 36,90 | 39,70 | 38,85 | 41,10 |
| Koulikoro | 146 | 46,40 | 49,20 | 37,60 | 40,40 | 39,55 | 42,80 |
| Banamba | 316 | 48,10 | 50,90 | 39,30 | 42,10 | 41,25 | 42,80 |
| Kolokani | 316 | 48,10 | 50,90 | 39,30 | 42,10 | 41,25 | 42,20 |
| Dioïla ex Bamako | 256 | 47,50 | 50,30 | 38,70 | 41,50 | 40,65 | 41,70 |
| Fana ex Bamako | 206 | 47,00 | 49,80 | 38,20 | 41,00 | 40,15 | 43,00 |
| Tamani | 336 | 48,30 | 51,10 | 39,50 | 42,30 | 41,45 | |
| *Mali Est* | | 37,90 | | 29,50 | | 31,75 | |
| San | 690 | 44,80 | 47,60 | 36,40 | 39,20 | 38,65 | 40,20 |
| Kimparana | 690 | 44,80 | 47,60 | 36,40 | 39,20 | 38,65 | 40,20 |
| Mopti | 810 | 46,00 | 48,80 | 37,60 | 40,40 | 39,85 | 41,40 |
| Sikasso | 380 | 41,70 | 44,50 | 33,30 | 36,10 | 35,55 | 37,10 |
| Koutiala | 570 | 43,60 | 46,40 | 35,20 | 38,00 | 37,45 | 39,00 |
| Douentza | 1.130 | 49,20 | 52,00 | 40,80 | 43,60 | 43,05 | 44,60 |
| Koua | 880 | 46,70 | 49,50 | 38,30 | 41,10 | 40,55 | 42,10 |
| Bandiagara | 930 | 47,20 | 50,00 | 38,80 | 41,60 | 41,05 | 42,60 |
| Pel | 940 | 47,30 | 50,10 | 38,90 | 41,70 | 41,15 | 42,70 |
| *Mali Central* | | 39,30 | | 31,00 | | 33,25 | |
| Ségou | 590 | 45,20 | 48,00 | 36,90 | 39,70 | 39,15 | 40,70 |
| Bougouni | 560 | 44,90 | 47,70 | 36,60 | 39,40 | 38,85 | 40,40 |
| Diabali | 850 | 47,80 | 50,60 | 39,50 | 42,30 | 41,75 | 43,30 |
| Kokry | 760 | 46,90 | 49,70 | 38,60 | 41,40 | 40,85 | 42,40 |
| Kolongotomo | 750 | 46,80 | 49,60 | 38,50 | 41,30 | 40,75 | 42,30 |
| Markala | 650 | 45,80 | 48,60 | 37,50 | 40,30 | 39,75 | 41,30 |
| Molodo | 800 | 47,50 | 50,10 | 39,00 | 41,80 | 41,25 | 42,80 |
| M'Pébougou | 810 | 47,40 | 50,20 | 39,10 | 41,90 | 41,35 | 42,90 |
| Niono | 790 | 47,20 | 50,00 | 38,90 | 41,70 | 41,15 | 42,70 |
| Ouolossébougou | 780 | 46,30 | 49,10 | 38,00 | 40,80 | 40,25 | 41,80 |
| Macina | 810 | 47,40 | 50,20 | 39,10 | 42,90 | 41,35 | 42,90 |
| Dioro | 830 | 47,60 | 50,40 | 39,30 | 42,10 | 41,55 | 43,10 |
| Fana ex Bobo | 750 | 46,80 | 49,60 | 38,50 | 41,30 | 40,75 | 42,30 |
| *Mali Nord* | | | | | | | |
| Gao ex Parakou | | 51,10 | 53,90 | 45,00 | 47,80 | 46,35 | 47,90 |
| *Mali Ouest* | | | | | | | |
| Mahina, Kayes, Nioro, Kita, Toukoto, Nara | | 45,40 | 48,20 | 36,60 | 39,40 | 38,55 | 40,10 |

Transport ex-Bamako ou ex-Kayes remboursé par la Caisse de Péréquation.

## ANNEXE I
### A COMPTER DU 1er JUILLET 1964 PRIX DES PRODUITS ET ARTICLES

| ALIMENTATION | PRIX AU 1-7-64 |
|---|---|
| Farine | 62 |
| Haricots secs importation | 146 |
| Haricots secs locaux | |
| Pain 1 kg | 60 |
| Pain 0,360 kg | 30 |
| Pain 0,180 kg | 15 |
| Pain 0,100 kg | 10 |
| Pâtes alimentaires (Marché Commun) | 130 |
| Pâtes alimentaires (Maroc) | 50 |
| Pommes de terre (Marché Commun) | 70 |
| Pommes de terre locales | 60 |
| Riz R.M. 25 (Office du Niger) | 47,50 |
| Riz R.M. 40 (Office du Niger) | 41,50 |

| ALIMENTATION | PRIX AU 1-7-64 |
|---|---|
| Riz étuvé blanc | 40 |
| Riz étuvé rouge | 35 |
| Mil gros et petit | 16,50 |
| Lentilles importation | 150 |
| Fonio | 35 |
| Maïs | 20 |
| Ignames | 100 |
| *Légende :* | |
| Augmentations sur les articles soulignés d'un trait : | |
| Thé 4011 | 1.115 |
| Thé 4012 | 1.050 |
| Thé 4013 | 980 |
| Thé 4014 | 890 |

## A COMPTER DU 1er JUILLET 1964
## PRIX DES PRODUITS ET ARTICLES

| ÉPICERIE | PRIX AU 1-7-64 C.-I. ET SÉNÉGAL | PRIX AU 1-7-64 IMPOT |
|---|---|---|
| Café grillé en grain | 75 | |
| Café grillé moulu | 100 | |
| Nescafé ordinaire 50 grammes | 125 | 185 |
| Nescafé ordinaire 200 grammes | 450 | |
| Nescao | | 225 |
| Confitures (Marché Commun) | | 295 |
| Huile d'arachide raffinée | 115 | |
| Huile de coton | 105 | |
| Sardines grosse boîte (Marché Commun) | | 215 |
| Sardines boîte ordinaire (Maroc) | | 60 |
| Sel fin en boîte 250 grammes | | 31,20 |
| Sel gros en sac 25 kgs | | 625 |
| Sucre cristallisé | | 85 |
| Sucre en morceaux | | 100 |
| Sucre en pain de kg | | 210 |
| Lait concentré sucré 0,370 kg | | 70 |
| Lait concentré non sucré 0,370 kg | | 60 |
| Lait en poudre entier | | 170 |
| Lait en poudre écrémé | | néant |
| Beurre de France 250 grammes | | 205 |
| Beurre de Hollande | | néant |
| Fromage Camembert | | 325 |
| Gruyère kg | | 1.485 |
| Cantal kg | | 2.120 |
| Port Salut, Saint Paulin | | 1.120 |
| Œufs importation | | |
| Œufs locaux | 30 | 340 |
| Tomates purée 1 kg | | 870 |
| Tomates purée 5 kgs | | |
| Vinaigre de vin (litre) | 210 | |
| Vinaigre d'alcool (litre) | 170 | |

| VIANDES | PRIX AU 1-7-64 |
|---|---|
| *Boucherie de 1re classe* | |
| Bœuf : | |
| Viande 1re catégorie (kg) | 360 |
| Viande 2e catégorie (kg) | 290 |
| Viande 3e catégorie (kg) | 185 |
| Mouton : | |
| Viande 1re catégorie (kg) | 360 |
| Viande 2e catégorie (kg) | 270 |
| Viande 3e catégorie (kg) | 185 |
| *Boucherie de 2e classe* | |
| Bœuf : | |
| Viande 1re catégorie (kg) | 310 |
| Viande 2e catégorie (kg) | 205 |
| Viande 3e catégorie (kg) | 155 |
| Mouton : | |
| Viande 1re catégorie (kg) | 310 |
| Viande 2e catégorie (kg) | 270 |
| Viande 3e catégorie (kg) | 175 |
| *Boucherie de 3e classe* | |
| Bœuf : | |
| Viande 1re catégorie (kg) | 260 |
| Viande 2e catégorie (kg) | 220 |
| Viande 3e catégorie (kg) | 155 |
| Mouton : | |
| Viande 1re catégorie (kg) | 260 |
| Viande 2e catégorie (kg) | 220 |
| Viande 3e catégorie (kg) | 155 |

| BOISSONS | PRIX AU 1-7-64 |
|---|---|
| Limonade 0,33 cl | 25 |
| Limonade 0,66 cl | 35 |
| Perlette 0,33 cl | 35 |
| Perlette 0,66 cl | 50 |
| Ausels 0,33 cl | 35 |
| Ausels 0,66 cl | 50 |
| Sirop Cola 0,33 cl | 55 |
| Eau gazeuse 0,33 cl | 20 |
| Eau gazeuse 0,66 cl | 25 |
| Sirop local 0,66 cl | 90 |
| Sirop 0,90 cl | 150 |
| Bière locale 0,33 cl | 80 |
| Bière locale 0,66 cl | 140 |
| Vin ordinaire | 270 |
| Cinzano | 1.235 |
| Martini | 1.235 |
| Raphaël | 1.450 |
| Dubonnet | 1.220 |
| Cognac Martell | 2.540 |
| Whisky Johny Walker | 2.265 |

| PRODUITS D'ENTRETIEN, ÉLEVAGE, COMBUSTIBLE | PRIX AU 1-7-64 |
|---|---|
| Bois de chauffage (stère) | 50 |
| Charbon de bois (kg) | 10 |
| Gaz en bouteille (chargé de 12,50 kg) | 2.350 |
| Electricité kW 1re tranche | 40 |
| Electricité kW 2e tranche | 36 |
| Electricité kW 3e tranche | 26 |
| Eau m³ | |
| Savon barre de 3 kgs | 300 |
| Savon morceaux 1 kg | 100 |
| Savon barre de 0,500 kg | 50 |
| Savon barre de 0,300 kg | 30 |
| Savon 0,200 kg | 20 |
| Omo, Persil, Sunil, etc., paquet économique | 420 |
| Omo, Persil, Sunil, etc., grand modèle | 260 |
| Omo, Persil, Sunil, etc., moyen | 170 |
| Omo, Persil, Sunil, etc., petit paquet | 60 |
| Eau de Javel (origine Sénégal et Côte-d'Ivoire) | 110 |
| Essence tourisme | 48.20 |
| Pétrole lampant | 39.40 |
| Gas-oil | 40.10 |
| Carburant 2 temps | 60 |

| MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION | PRIX AU 1-7-64 |
|---|---|
| Bois blanc Samba 23 × 8 (m³) | 20.500 |
| Bois rouge 23 × 8 (m³) | 26.000 |
| Fer à béton 6 mm. (terme) | 71.974 |
| Fer à béton 8 mm. | 70.425 |
| Fer à béton 10 mm. | 66.801 |
| Fer à béton 12 mm. | 66.501 |
| Fer I.P.N. 80 mm. | 72.659 |
| Fer I.P.N. 100 mm. | 71.548 |
| Fer I.P.N. 120 mm. | 70.447 |
| Tôles ondulées galvanisées 4,100 kgs unité | 530 |
| Tôles ondulées galvanisées 4,800 kgs unité | 600 |
| Tôles ondulées galvanisées 5,600 kgs unité | 680 |
| Tôles ondulées galvanisées 6,400 kgs unité | 755 |
| Tôles ondulées galvanisées 7,200 kgs unité | 825 |
| Tôles ondulées galvanisées 8 kgs unité | 880 |
| Tôles ondulées galvanisées 10 kgs unité | 1.170 |
| Tôles ondulées galvanisées 12 kgs unité | 1.200 |
| Ciment sac de 50 kgs SOCOCIM | 700 |
| Chaux fût de 25 kgs | 870 |
| Chaux fût de 50 kgs | 1.610 |
| Chaux fût de 200 kgs | 5.900 |
| Parpaings de 20 × 40, 2 trous | 55 |
| Parpaings de 20 × 15, 2 trous | 45 |
| Parpaings de 20 × 10, 2 trous | 40 |

| TISSUS | PRIX AU 1-7-64 |
|---|---|
| Percale largeur 0,80 m. (mètre) | 90 |
| Cretonne largeur 0,80 m. (mètre) | 85 |
| Bazin riche (mètre) | 580 |
| Bazin riche B 25 (mètre) | |
| Bazin riche B 57 (mètre) | |
| Vichy-Pacific (mètre) | 90 |
| Tulle moustiquaire (mètre) | |
| Drill blanc (100) 1,40 m. | 440 |
| Drill couleur et kaki (100) 1,40 m. | 465 |
| Drill super 1,40 m. | 525 |
| Pagne imprimé 2 yards qualité ordinaire | 495 |
| Pagne imprimé 2 yards qualité supérieure | 725-825 |
| Fil de coton (provenance Chine) couleur | 1.010 |
| Fil de coton (provenance Chine) blanc | 805 |
| Guinée | 115 |

| PRODUITS DIVERS | PRIX AU 1-7-64 |
|---|---|
| Allumettes | 10 |
| Cigarettes Camélia ordinaire | 45 |
| Cigarettes Gauloise ordinaire | 95 |
| Cigarettes Gauloise Disque Bleu | 95 |
| Cigarettes Gauloise Disque Bleu filtré | 95 |
| Cigarettes Gitane ordinaire | 95 |
| Cigarettes Gitane bout filtré | 95 |
| Cigarettes Job ordinaire | 65 |
| Cigarettes Job bout filtré | 95 |
| Cigarettes Job bout filtré hard-box | 100 |
| Cigarettes Kool | 180 |
| Cigarettes Viceroy | 180 |
| Cigarettes Pall-Mall | 180 |
| Cigarettes Lucky | 165 |
| Cinéma 1re classe : | |
| 1re catégorie | 300 |
| 2e catégorie | 155 |
| 3e catégorie | 55 |
| Cinéma 2e classe : | |
| 1re catégorie | 155 |
| 2e catégorie | 115 |
| 3e catégorie | 55 |
| Coiffeurs 1re classe : | |
| Homme coupe ordinaire | 300 |
| Homme barbe | 250 |
| Femme permanente | 3.000 |
| Femme mise en pli et schampoing | 1.000 |
| Femme teinture | 1.800 |
| Femme coupe | 500 |
| Coiffeurs 2e classe : | |
| Homme coupe | 500 |

## ANNEXE II

### REGIONS DE SIKASSO, SEGOU, MOPTI ET GAO (Caisse Péréquation sur les produits monopole SOMIEX)

| | PRIX AU 1-7-64 |
|---|---|
| Farine kg | 62 |
| Pain 1 kg | 60 |
| Pain 0,360 kg | 30 |
| Pain 0,180 kg | 15 |
| Pain 0,100 kg | 10 |
| Pommes de terre locales kg | 40-60 |
| Mil gros et petit (Sikasso) | 15,50 |
| Mil gros et petit (Ségou) | 15,50 |
| Mil gros et petit (Mopti) | 15,50 |
| Mil gros et petit (Gao) | 19,50 |
| Mil gros et petit (Niafunké) | 17,00 |
| Thé 4011 | 1.115 |
| Thé 4012 | 1.050 |
| Thé 4013 | 980 |
| Thé 4014 | 890 |
| Sucre cristallisé kg | 85 |
| Sucre en morceaux kg | 100 |
| Sucre en pain de 2 kgs | 210 |
| Cinéma Gao : | |
| 1re catégorie | 300 |
| 2e catégorie | 190 |
| 3e catégorie | 140 |
| 4e catégorie | 90 |
| Percale le mètre | 90 |
| Cretonne le mètre | 85 |
| Bazin riche | 580 |
| Bazin B 25 | |
| Bazin B 57 | |
| Vichy-Pacific | 90 |
| Tulle moustiquaire | |
| Drill blanc (100) largeur 140 | 440 |
| Drill couleur et kaki (100) largeur 140 | 465 |
| Drill super largeur 140 | 525 |
| Pagne imprimé 2 yards qualité ordinaire | 495 |
| Pagne imprimé 2 yards qualité supérieure | 725-825 |
| Fil de coton (provenance Chine) couleur | 1.010 |
| Fil de coton (provenance Chine) blanc | 805 |
| Guinée | 115 |
| Savon barre de 3 kgs | 300 |
| Savon morceau 1 kg | 100 |
| Savon morceau 0,500 kg | 50 |
| Savon morceau 0,300 kg | 30 |
| Savon morceau 0,200 kg | 20 |
| Allumettes | 10 |
| Cigarettes Camélia ordinaire | 45 |
| Cigarettes Gauloise ordinaire | 95 |
| Cigarettes Gauloise Disque Bleu | 95 |
| Cigarettes Gauloise Disque Bleu bout filtré | 95 |
| Cigarettes Gitane ordinaire | 95 |
| Cigarettes Gitane bout filtré | 95 |
| Cigarettes Job ordinaire | 65 |
| Cigarettes Job bout filtré | 95 |
| Cigarettes Job bout filtré hard-box | 100 |
| Cinéma Ségou : | |
| 1re catégorie | 230 |
| 2e catégorie | 150 |
| 3e catégorie | 90 |
| 4e catégorie | 55 |
| Cinéma San : | |
| 1re catégorie | 175 |
| 2e catégorie | 115 |
| 3e catégorie | 90 |
| 4e catégorie | 55 |
| Cinéma Markala : | |
| 1re catégorie | 180 |
| 2e catégorie | 115 |
| 3e catégorie | 55 |
| Huile d'arachide raffinée | 125 |
| Ciment d'importation : | |
| Sikasso la tonne | 11.825 |
| Koutiala la tonne | 13.695 |
| Ségou-San la tonne | 15.425 |
| Mopti la tonne | 17.820 |

ANNEXE III

REGION DE KAYES

| | PRIX AU 1-7-64 |
|---|---|
| Farine kg | 62 |
| Pain 1 kg | 60 |
| Pain 0,360 kg | 30 |
| Pain 0,180 kg | 15 |
| Pain 0,100 kg | 10 |
| Pommes de terre locales kg | 40-60 |
| Mil gros et petit (Kayes) | 19 |
| Mil gros et petit (région de Kayes) le kg | 17 |
| Riz R.M. 25 | 52,50 |
| Riz R.M. 40 | 46,50 |
| Riz étuvé blanc | 45 |
| Riz étuvé rouge | 40 |
| Thé 4011 | 1.500 |
| Thé 4012 | 1.250 |
| Thé 4013 | 1.150 |
| Thé 4014 | 1.000 |
| Sucre cristallisé kg | 85 |
| Sucre en morceaux kg | 100 |
| Sucre en pain de 2 kgs | 210 |
| Allumettes | 10 |
| Cigarettes Camélia ordinaire | 45 |
| Cigarettes Gauloise ordinaire | 95 |
| Cigarettes Gauloise Disque Bleu | 95 |
| Cigarettes Gauloise Disque Bleu bout filtré | 95 |
| Cigarettes Gitane ordinaire | 95 |
| Cigarettes Gitane bout filtré | 95 |
| Cigarettes Job ordinaire | 65 |
| Cigarettes Job bout filtré | 95 |
| Cigarettes Job bout filtré hard-box | 100 |

| | PRIX AU 1-7-64 |
|---|---|
| Cinéma Kayes : | |
| 1re catégorie | 215 |
| 2e catégorie | 155 |
| 3e catégorie | 55 |
| Percale le mètre | 90 |
| Cretonne le mètre | 85 |
| Bazin riche | 580 |
| Bazin B 25 | |
| Bazin B 57 | |
| Vichy-Pacific | 90 |
| Tulle moustiquaire | |
| Drill blanc (100) largeur 140 | 440 |
| Drill couleur et kaki (100) largeur 140 | 465 |
| Drill super largeur 140 | 525 |
| Pagne imprimé 2 yards qualité ordinaire | 495 |
| Pagne imprimé 2 yards qualité supérieure | 825 |
| Fil de coton (provenance Chine) couleur | 1.010 |
| Fil de coton (provenance Chine) blanc | 805 |
| Guinée | 115 |
| Savon barre de 3 kgs | 300 |
| Savon morceau 1 kg | 100 |
| Savon morceau 0,500 kg | 50 |
| Savon morceau 0,300 kg | 30 |
| Savon morceau 0,200 kg | 20 |
| Huile d'arachide raffinée | 125 |
| Ciment la tonne | 11.650 |

498 M.F.C.-CAB. — Par arrêté en date du 25 juin 1964, à l'article 1er de l'arrêté n° 165 M.F. du 20 février 1963,

*Ajouter :*

Un débet complémentaire de neuf cent soixante-six mille sept cent quatre-vingt-seize (966.796) francs représentant la différence constatée entre le montant signalé par le rapport du Chef du Service des Domaines et celui du débet constitué suivant l'arrêté n° 165 M.F. précité.

Le montant de ce débet ainsi constitué produira intérêt à 4 % l'an.

499 C.R.M. — Par arrêté en date du 24 juin 1964, une pension pour ancienneté de services est concédée, sur les fonds de la Caisse des Retraites du Mali, à M. Sounkalo Traoré, ex-contremaître principal de classe exceptionnelle du cadre supérieur des Travaux publics.

Le montant annuel en est fixé à 196.000 francs, pour compter du 1er juin 1964.

La date d'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juin 1964.

Par application des dispositions de l'article 13 paragraphe IV de la loi n° 61-70 A.N.-R.M. du 18 mai 1961, il est attribué à l'intéressé une majoration pour famille nombreuse au taux de 20 % au titre des enfants :

Mamadou, né le 30 avril 1932;
Nafy, née le 1er août 1934;
Aminata, née le 31 juillet 1936;
Kadiatou, née le 19 septembre 1938;
Rokia, née le 1er mars 1944.

Le montant annuel en est fixé à 39.200 francs, pour compter du 1er juin 1964.

Par application des dispositions de l'article 13 paragraphe V de la même loi, M. Sounkalo Traoré pourra prétendre, pour compter de la même date et sur justification des droits, au bénéfice des avantages familiaux au titre de ses enfants ci-après :

Ibrahima, né le 8 octobre 1949;
Ousmane, né le 27 novembre 1951;
Lassina, né le 27 janvier 1954;
Moussa, né le 9 octobre 1956;
Assitan, née le 7 octobre 1958;
Adama, né le 10 mai 1961;
Moustapha, né le 24 juin 1963.

500 C.R.M. — Par arrêté en date du 24 juin 1964, une pension de réversion est concédée, sur les fonds de la Caisse des Retraites du Mali, à Mme Mamou Traoré, veuve de M. Barka Traoré, ex-préposé de 2e classe 2e échelon du cadre local des Eaux et Forêts.

Le montant annuel en est fixé à 29.780 francs, pour compter du 1er juillet 1962.

La date d'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juillet 1962.

Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe V de la loi n° 61-70 A.N.-R.M. du 18 mai 1961, il est attribué à chacun des orphelins ci-après :

Ousman, né le 20 octobre 1943;
Baba, né le 26 octobre 1945;
Aminata, née le 22 décembre 1949;
Oumou, née le 11 décembre 1956;
Diarétou, née le 5 juin 1959;
Fatoumata, née le 5 septembre 1961,

une pension temporaire d'orphelin dont le montant annuel est fixé à 4.964 francs.

Le total des pensions attribuées aux orphelins pourra, sur justification des droits, être élevé au montant des avantages familiaux qu'aurait perçus le père. Payables jusqu'à l'âge de 21 ans, ces pensions seront versées entre les mains de Mme Mamou Traoré, mère et tutrice légale.

501 C.R.M. — Par arrêté en date du 24 juin 1964, par application des dispositions de l'article 13 paragraphe V de la loi n° 61-70 A.N.-R.M. du 18 mai 1961, M. Dakoro Dembélé, ex-brigadier de Police 3e échelon du cadre local de la Police pourra prétendre, pour compter du 1er mai 1964 et sur justification des droits, au bénéfice des avantages familiaux au titre de sa fille :

Aoua, née le 22 mai 1964.

Mention en sera portée sur le livret d'allocations pour enfants n° 398 dont l'intéressé est déjà titulaire.

502 C.R.M. — Par arrêté en date du 24 juin 1964, par application des dispositions de l'article 13 paragraphe V de la loi n° 61-70 A.N.-R.M. du 18 mai 1961, M. Molobaly Fomba, ex-assistant de 1re classe 2e échelon du cadre supérieur de l'Elevage, pourra prétendre, pour compter du 1er mai 1964 et sur justification des droits, au bénéfice des avantages familiaux au titre de sa fille :

Diénébou, née le 16 mai 1964.

Mention en sera portée sur le livret d'allocations pour enfants n° 569 dont l'intéressé est déjà titulaire.

503 C.R.M. — Par arrêté en date du 24 juin 1964, par application des dispositions de l'article 13 paragraphe V de la loi n° 61-70 A.N.-R.M. du 18 mai 1961, M. Demba Kanté, ex-maître ouvrier de 2e classe du cadre supérieur du Chemin de Fer du Mali, pourra prétendre, pour compter du 1er juin 1964 et sur justification des droits, au bénéfice des avantages familiaux au titre de sa fille :

Amy, née le 27 mai 1964.

Mention en sera portée sur le livret d'allocations pour enfants n° 160 dont l'intéressé est déjà titulaire.

504 C.R.M. — Par arrêté en date du 24 juin 1964, par application des dispositions de l'article 13 paragraphe V de la loi n° 61-70 A.N.-R.M. du 18 mai 1961, M. Mamadou Malé, ex-sous-chef de gare de 3e classe du cadre supérieur du Chemin de Fer du Mali, pourra prétendre, pour compter du 1er mars 1964 et sur justification des droits, au bénéfice des avantages familiaux au titre de son fils :

Idrissa, né le 18 février 1964.

Mention en sera portée sur le livret d'allocations pour enfants n° 205 dont l'intéressé est déjà titulaire.

514 F.4-A. — Par arrêté en date du 26 juin 1964, l'article 1er de l'arrêté n° 53 F.4-A. du 14 janvier 1964 est modifié comme suit :

M. Diawoye Diakité, instituteur détaché, en service au Transit administratif, est nommé Régisseur de la caisse d'avance du Ministère des Finances.

(Le reste sans changement).

515 C.R.M. — Par arrêté en date du 26 juin 1964, par application des dispositions de l'article 13 paragraphe V de la loi n° 61-70 A.N.-R.M. du 18 mai 1961, M. Madani Tall, ex-ouvrier principal de classe exceptionnelle du cadre supérieur de l'Imprimerie, pourra prétendre, pour compter du 1er juin 1964 et sur justification des droits, au bénéfice des avantages familiaux au titre de son enfant :

Seydou, né le 12 juin 1964.

Mention en sera portée sur le livret d'allocations pour enfants n° 525 dont l'intéressé est déjà titulaire.

532 F.2-B. — Par arrêté en date du 6 juillet 1964, une pension de réversion au taux annuel de neuf mille trois cent soixante-douze (9.372) francs est allouée, sur les fonds du Budget de la République du Mali à Mme Alama Camara, veuve de l'ex-sergent des Gardes républicains Thiémoko Ouattara, décédé le 23 décembre 1963.

La date de la jouissance de cette pension, payable par trimestre et à terme échu, est fixée au 24 décembre 1963.

Pour compter de la même date, une pension temporaire d'orphelin, au taux annuel de mille huit cent soixante-quatorze (1.874) francs, payable jusqu'à l'âge de 21 ans, est accordée à chacun des orphelins mineurs ci-dessous nommés :

Fatouma Ouattara, née le 10 juillet 1964;
Sékou Ouattara, né le 16 novembre 1948.

La part revenant aux orphelins mineurs sera versée entre les mains de Mme Alama Camara, mère et tutrice légale.

Par décision en date du :

4 juillet 1964. — M. Ibrahima Talfi, directeur adjoint des Finances, est habilité en l'absence ou en cas d'empêchement du Sous-Ordonnateur délégué, à signer les titres de dépenses et des recettes du Budget de l'O.C.C.G.E.

## Ministère des Travaux publics, des Communications et de l'Energie

N° 491 CAB.-M.T.P. — ARRÊTÉ *portant agrément d'un organisme habilité pour l'établissement des études et plans de bâtiments soumis à l'autorisation de construire.*

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES COMMUNICATIONS ET DE L'ENERGIE,

Vu la Constitution de la République du Mali;

Vu le décret n° 119 P.G.-R.M. du 30 mars 1961, portant réorganisation du Ministère des Travaux publics, des Télécommunications, des Mines, de l'Habitat et des Ressources énergétiques;

Vu le décret n° 39 P.G.-R.M. du 25 janvier 1962 portant création du Groupement d'Urbanisme de Bamako;
Vu l'arrêté n° 794 du 26 août 1963 du Ministre des Travaux publics, des Télécommunications, des Mines, de l'Habitat et des Ressources énergétiques, fixant les conditions d'agrément des techniciens et organismes habilités pour l'établissement des études et plans de bâtiments soumis à l'autorisation de construire,

ARRÊTE :

Article unique. — La Société d'Equipement du Mali (S.E.M.A.) dont le siège social est à Bamako (République du Mali), est agréée pour procéder à l'établissement des études et plans des projets de construction de toutes natures, pour l'ensemble du territoire de la République du Mali; lesquels sont soumis à la demande d'autorisation de construire (permis de construire).

Bamako, le 24 juin 1964.

*Le Ministre des Travaux publics, des Communications et de l'Energie,*
MAMADOU AW.

---

N° 525 CAB.-M.T.P. — ARRÊTÉ *portant désignation de la Commission d'Adjudication pour les Appels d'Offres du 26 juin 1964 relatifs à la fourniture des transformateurs de puissance aux installations électriques de l'usine et à la ligne 30 KV de l'aménagement hydroélectrique de Sotuba.*

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES COMMUNICATIONS ET DE L'ENERGIE,

Vu la loi portant proclamation de la République du Mali;
Vu la Constitution de la République du Mali;
Vu la Convention de Financement n° 15 c. 63 B. du 8 mars 1963 entre la République Française et la République du Mali;
Vu les dispositions des dossiers d'appels d'offres relatifs à la fourniture des transformateurs de puissance, aux installations électriques et à la ligne 30 KV de l'aménagement hydroélectrique de Sotuba;
Sur proposition du Directeur de l'Hydraulique,

ARRÊTE :

Article premier. — La Commission d'Adjudication compétente pour les appels d'offres relatifs à la fourniture des transformateurs de puissance, aux installations électriques et à la ligne 30 KV de l'aménagement hydroélectrique de Sotuba, est composée comme suit :

*Président :*

Le Directeur de l'Hydraulique.

*Membres :*

Le Directeur d'Energie du Mali;
Un représentant du Ministère du Plan.
Le Chef de la Mission d'Aide et de Coopération et un représentant d'Electricité de France assisteront aux séances de Commission.

Art. 2. — La Commission se réunira sur convocation de son Président pour procéder à l'ouverture des plis.

Art. 3. — Les offres seront transmises à Electricité de France pour étude et classement.

Art. 4. — Le présent arrêté sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République du Mali.

Bamako, le 1er juillet 1964.

*Le Ministre des Travaux publics, des Communications et de l'Energie,*
MAMADOU AW.

---

## Ministère de la Santé publique et des Affaires sociales

N° 50 M.S.P.A.S.-S.O. — DÉCISION *attribuant des subventions destinées aux dispensaires des Missions religieuses au Mali pour l'année 1964.*

LE MINISTRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DES AFFAIRES SOCIALES,

Vu la Constitution de la République du Mali;
Vu l'ordonnance n° 46 *bis* du 16 octobre 1960 portant le règlement financier de la République du Mali;
Vu l'arrêté n° 2247 P.I. du 10 juillet 1954 fixant les conditions d'attributions des subventions aux dispensaires des Missions religieuses installées au Mali.

DÉCIDE :

Article premier. — Conformément aux dispositions de l'arrêté local n° 2447 P.I. du 10 juillet 1954, les subventions ci-après destinées aux dispensaires des Missions religieuses au Mali, sont attribuées pour l'année 1964 :

| DESTINATAIRES DU MANDAT DE SUBVENTION | DISPENSAIRES | MONTANT |
|---|---|---|
| Conseil d'Administration des Biens Religieux du Vicariat Apostolique de Bamako - B.M.C.D. Bamako Ch. 40.500 ..... | Kati, Faladié, Béléko, Ségou, Goualala .... | 300.000 |
| Préfecture Apostolique de Gao - B.M.C.D. Mopti - 60.0006 ..... | Gao, Gargouna, Pel, Goundam, Zégué ..... | 175.000 |
| Mission Catholique de Sikasso - C.C.P. Bamako n° 0534 ..... | Sanzana, Karangasso, Kimparana, Diou ... | 175.000 |
| Préfecture Apostolique de Kayes - B.M.C.D. Kayes n° 25.031 ... | Kayes, Kakoulou, Guénougoré, Kita, Sagabarie, Kassama ..... | 250.000 |
| Monseigneur Lesourd, vicaire apostolique de Nouna (Haute-Volta) - C.C.P. Bamako n° 1.781 ..... | Mandiakuy, Togo ..... | 200.000 |
| Gospel Missionary Union Tresorery Loyd de Rostie - B.M.C.D. Bamako n° 43.897 - B.P. 158 ..... | Sanankoro, Mana, Sirakoro, Fantéila, Bélékou, Kéniéba ..... | 300.000 |
| The Christian Missionary - B.A.O. Bamako - n° 12.260 ..... | Somasso, Baramba, N'Torosso, Sanekuy, Farakala ..... | 300.000 |
| | TOTAL ..... | 1.700.000 |

Art. 2. — La dépense sera imputable au Budget de fonctionnement de la République du Mali, exercice 1964, chapitre 63-04, article 2, A.D. n° 89-M.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Koulouba, le 2 juillet 1964.

Pour le Ministre de la Santé publique :
*Le Directeur de Cabinet,*

Dr Sidi BOUKENEM.

## Ministère de l'Education nationale

Par arrêté en date du :

26 juin 1964. — Sont déclarés admis à l'examen pour l'obtention du Diplôme de l'Ecole Normale Supérieure de Bamako, les élèves de troisième année dont les noms suivent, classés par ordre de mérite dans chaque option :

I. — *Option Anglais*

1. Abdoulaye Soumagal;
2. Madi Sidibé.

II. — *Option Histoire-Géographie*

1. Arsiki Diall;
2. Hella Diallo;
3. Filifing Konaré.

III. — *Option Lettres Modernes*

1. Youssouf Taraoré;
2. Fansé Koné;
3. Mamadou Sangaré.

IV. — *Option Mathématiques*

1. Danséni Bayo;
2. Soba Diarra;
3. Sidiki Diarra.

V. — *Option Sciences Biologiques*

1. Soumana Maïga;
2. Bakoroba Soumaré;
3. Mohamed Hamati.

VI. — *Option Sciences Physiques-Chimie*

1. Ibrahima Bamba;
2. Zégué Ouattara;
3. Mahamane Touré.

Par décisions en date des :

15 juin 1964. — Est à rapatrier, pour compter du 1er juin 1964, l'étudiant malien Moussa Sidibé, boursier de l'U.R.S.S. à l'Université d'Etat de Moscou.

*Motif :* exclu de son école.

La gratuité du voyage aller et retour de Bamako au lieu de résidence de leurs parents au Mali est accordé aux étudiants maliens boursiers du F.A.C. dont les noms suivent :

1° *Etudiants ayant 3 ans de présence en France et 2 ans avec succès*

Mouhamadou Cissé, Académie de Cachan;
Oumar Gorel Cissé, Académie de Grenoble;
Yaya Coulibaly, Académie de Marseille;
Abdoulaye Diarra, Académie de Paris;
Korotogoma Diarra, Académie de Besançon;
Mamadou Doucouré, Académie de Bordeaux;
Lassiné Kanté, Académie de Bordeaux;
Karim Ouattara, Académie de Besançon;
Amadou Séo Traoré, Académie de Rennes;
Mahalmadane Abba, Académie de Clermont-Ferrand;
Kaba Camara, Académie de Clermont-Ferrand;
Djibril Diallo, Académie de Paris;
Bertin Diarra, Académie de Clermont-Ferrand;
Fatimata Diarra, Académie de Paris;
Niamanto Diarra, Académie de Caen;
Diénéba Doumbia, Académie de Poitiers;
Mahamane Ibrahima, Académie de Paris;
Drissa Kéita, Académie de Caen;
Karamoko Kéita, Académie de Grenoble;
Karounga Kéita, Académie de Bordeaux;
Oumar Mahamar, Académie de Paris;
Amadigné Sagara, Académie de Paris;
Noumpanseké Sanogo, Académie de Tours;
Hamady Sow, Académie de Caen;
Adama Traoré, Académie de Clermont-Ferrand;
Moussa Fayinké, Académie de Cachan;
Nouhoum Ouologuem, Académie de Montpellier.

2° *Sous réserve de succès en juin 1964 2 ans de présence en France*

Boubacar Bah, Académie de Caen;
Hamadi Camara, Académie de Cachan;
Daouda Cissé, Académie de Dijon;
Famory Cissé, Académie de Tours;
Mahamoudou Cissé, Académie de Poitiers;
Zeini Ould Cissé, Académie de Clermont-Ferrand;
Diadéry Cissoko, Académie de Paris;
Farintokhoma Cissoko, Académie de Antony;
Almany Condé, Académie de Paris;
Soungalo Coulibaly, Académie de Cachan;
Harouna Dembélé, Académie de Montpellier;
Makan Dembélé, Académie de Reims;
Goumbala Diakité, Académie de Toulouse;
Moussa Diallo, Académie de Paris;
Fatimata Diarra, Académie de Grenoble;
Seydou Doumbia, Académie de Paris;
Adama Guindo, Académie de Clermont-Ferrand;
Amadou Hacko, Académie de Paris;
Hama Ag Hamzata, Académie de Strasbourg;
Fousseynou Kouyaté, Académie de Strasbourg;
Diénéba Sako, Académie de Montpellier;
Mohamed Sallia, Académie de Tours;
Massa Sanogo, Académie de Strasbourg;
Cheick Oumar Sare, Académie de Montpellier;
Boubacar Sow, Académie de Tours;
Tidiany Sow, Académie de Strasbourg;
Assitan Traoré, Académie de Paris;
Mamadou Yatassaye, Académie de Caen.

Le voyage de vacances 1964 est accordé aux Maliens boursiers en Yougoslavie dont les noms suivent :

Abdoulaye Maïga, de l'Ecole S. Géodésie, à Ansongo (Gao);
Youssouf Kéita, de l'Ecole S. Géodésie, à Sébékoro (Kita);
Nouhoum Cissé, de E.S. Chemin de Fer, à Bamako;
Moussa Kamaté, de Construction Mécanique, à San;
Mamadou Dia, de l'Ecole Abattoir, à Ségou;

Pierre Camara, de Faculté d'Electronique, à Koulikoro;
Sékou Kouyaté, de l'Ecole S. Agriculture, à Bamako;
Téneman Camara, de l'Ecole S. Agriculture, à Bamako;
Sambou Traoré *dit* Diallo, de l'Ecole S. Agriculture, à Bamako;
Mamadou Kéita, de l'Ecole S. Agriculture, à Bamako;
Mamadou Bâ, de l'Ecole S. Agriculture, à Bamako;
Malamine Sanogo, de l'Ecole S. Agriculture, à Bamako;
Tahirou Coulibaly, de l'Ecole S. Agriculture, à Bamako;
Séramarou Coulibaly, de l'Ecole S. Agriculture, à Bamako;
Salif Diallo, de l'Ecole S. Agriculture, à Bamako;
Amadou Touré, de l'Ecole S. Agriculture, à Bamako;
Mamadou Haïdara, de Faculté Transport, à Koutiala;
Sory Ibrahim Sow, de E.S. Agriculture, à Bamako.

22 juin 1964. — Le voyage de rapatriement par avion, classe touriste, sur le trajet Marseille-Bamako, est accordé à :

Mme Traoré, née Vital Delphine, boursière en 1re A. de l'Ecole de Secrétariat de Direction.

25 juin 1964. — Le voyage de vacances 1964 est accordé par anticipation à Mme Diarra, née Khardiata Sène, boursière demeurant 3, impasse Hustin, Bordeaux (Gironde).

ADDITIF à la décision n° 751 M.E.N.-B.B. du 9 juin 1964 portant attribution du voyage de vacances 1964 aux étudiants maliens boursiers en U.R.S.S.

Le voyage de vacances en 1964 est accordé aux étudiants maliens boursiers en Union Soviétique dont les noms suivent :

*Ajouter :*

Mme Kelessy, née Assétou Menta.

(Le reste sans changement).

ADDITIF à la décision n° 733 M.E.N. du 8 juin 1964 portant attribution de voyage de vacances 1964 aux étudiants maliens boursiers en France.

Le voyage de vacances 1964 est accordé, sous réserve de succès en juin 1964, aux Maliens boursiers dont les noms suivent, ayant 2 ans de présence en France.

*Ajouter :*

Diahara Touré, née le 5 novembre 1963 (enfant Moussa Touré, boursier).

(Le reste sans changement).

## Secrétariat d'Etat à la Fonction publique et au Travail

509 S.E.F.P.T.-D.F.P.P. — Par arrêté en date du 26 juin 1964, des concours professionnels d'accès aux corps des Préposés et Gardes-Frontières des Douanes du Mali auront lieu respectivement les 10 et 17 décembre 1964 à Bamako, Kayes, Ségou, Sikasso, Mopti et Gao.

Peuvent faire acte de candidature :

a) *à l'emploi de préposés :*

Les gardes-frontières auxiliaires des Douanes, les dames-visiteuses titulaires du C.E.P. ou d'un diplôme équivalent, ainsi que les auxiliaires cheminots ayant opté pour une carrière en Douanes, et comptant 1 an de service effectif à la date du concours;

b) *A l'emploi de gardes-frontières :*

Obligatoirement tous les autres auxiliaires servant dans l'administration des Douanes et comptant 1 an de service à la date du concours.

Les places mises à ces concours sont fixées à 50 pour les préposés et 100 pour les gardes-frontières.

Toutes les demandes doivent être transmises au Secrétariat d'Etat à la Fonction publique et au Travail par les soins du Ministère des Finances, 3 mois avant l'ouverture des concours.

### PROGRAMME DU CONCOURS PROFESSIONNEL POUR L'EMPLOI DE PREPOSES DU CADRE LOCAL

*Epreuve A :* Dictée suivie de Questions (niveau C.E.P.) :
Durée : 1 h. 30;
Dictée : Coefficient 1;
Questions : Coefficient 1.
*Epreuve B :* Arithmétique :
Solution d'un problème portant sur les quatre opérations et les notions générales du système métrique;
Durée : 1 heure;
Coefficient : 1.
*Epreuve C :* Deux questions pratiques se rapportant plus spécialement aux attributions des préposés des Douanes :
Durée : 2 heures;
Coefficient : 4.
*Epreuve C :* Rédaction d'un procès-verbal :
Durée : 1 h. 30;
Coefficient : 2.

### PROGRAMME DU CONCOURS PROFESSIONNEL POUR L'EMPLOI DE GARDES-FRONTIERES STAGIAIRES

*Epreuve A :* Dictée de 5 lignes :
Durée : 45 minutes;
Coefficient : Dictée, 1; Ecriture, 1.
*Epreuve B :* Calcul (exercice portant sur les quatre opérations) :
Durée : 1 heure;
Coefficient : 2.
*Epreuve C :* Questions pratiques se rapportant aux attributions des gardes-frontières :
Durée : 1 h. 30;
Coefficient : 2.

511 S.E.F.P.T.-D.F.P.P. — Par arrêté en date du 26 juin 1964, des concours professionnels donnant accès aux corps ci-après désignés du cadre supérieur des Douanes du Mali seront ouverts pour l'année 1964.

— Pour l'accession au corps des Agents de Constatation : les mardi 1er et mercredi 2 décembre 1964;
— Pour l'accession au corps des Agents Brevetés : les jeudi 24 et vendredi 25 décembre 1964.

Le nombre de places mises à ces concours est fixé comme suit :

Agents de constatation : 10;
Agents brevetés : 10.
Peuvent prendre part à ces concours :

— Les agents du cadre secondaire des Douanes;
— Les préposés du cadre local des Douanes ayant au moins trois années de service à la date du concours, ainsi que les cheminots détachés du cadre local ayant opté pour une carrière en Douanes.

Toutes les demandes doivent être transmises au Secrétariat d'Etat à la Fonction publique et au Travail par les soins du Ministère des Finances deux mois avant l'ouverture des concours.

Les épreuves se dérouleront à Bamako (centre unique).

## PROGRAMME DU CONCOURS PROFESSIONNEL POUR L'EMPLOI D'AGENTS BREVETES ET D'AGENTS DE CONSTATATION DES DOUANES

### A. — *Agents brevetés*

*Epreuve 1 :*

Durée : 2 h. 30;
Coefficient : Rédaction, 2; Orthographe, 1;
Composition sur un sujet d'ordre général (niveau B.E.P.C., B.E., D.E.F.).

*Epreuve 2 :*

Durée : 2 heures;
Coefficient : 1;
Mathématiques;
Deux problèmes (Arithmétique et Géométrie).

*Epreuve 3 :*

Durée : 3 heures;
Coefficient : 3;
Deux questions de service pratique;
Attribution des agents brevetés;
Organisation générale du Service;
Organisation de la surveillance (contentieux, répression de la fraude).

*Epreuve 4 :*

Durée : 1 h. 30;
Coefficient : 1;
Géographie économique du Mali.

*Epreuve 5 :*

Durée : 1 heure;
Coefficient : 1;
Organisation administrative du Mali.

### B. — *Agents de Constatation*

Mêmes épreuves que pour les Agents Brevetés, sauf l'épreuve C.

*Epreuve C :*

Durée : 3 heures;
Coefficient : 3;
Deux questions de service pratique :
— Sur les attributions des agents de constatation;
— L'organisation du Service;
— La surveillance (contrôle du commerce extérieur et des changes); (contrôle voyageurs, transferts de capitaux, circulation des touristes, rôle du Service).

Par arrêtés en date des :

22 juin 1964. — Mme Hazoume, née Aïssata Dia, titulaire du Diplôme de Sage-Femme d'Etat, est nommée sage-femme d'Etat stagiaire, pour compter du 1er février 1964.

Les élèves aides-sociales dont les noms suivent, qui ont terminé leur 2e année à l'Ecole des Aides-Sociales et obtenu la moyenne à l'examen de sortie, sont nommées aides-sociales, assimilées du point de vue solde et accessoires de solde à des infirmières adjointes 1er échelon et reçoivent les affectations ci-après (régularisation) :

Mmes Diarra, née Assétou Koné, Direction Affaires sociales (Budget national);
Fanta Dao, région Bamako (Bloc Social principal);
Diall, née Assanatou Cissé, région Bamako (D.A.T.);
Tangara, née Néné Touré, région Bamako (Education Sanitaire);
Fatou Diop, région Bamako;
Mayo Dembélé, région Bamako (I.N.P.S.);
Mlle Diélika Minta, région Bamako (C. Social Kati);
Mmes Doumbia, née Salimata Bagayoko, région Bamako (C. S. Koulikoro);
Diawara, née Fatimata Traoré, région Bamako (C. S. Nara);
Diénéba Diallo, région Bamako (C. S. Kolokani);
Fanta Théra, région Ségou (C. S. Markala);
Fatimata Sylla, région Ségou (C. S. Niono);
Bamagan Dembélé, région Ségou (C. S. Macina);
Sira Sidibé, région Ségou (C. S. San);
Mlle Amy Diallo, région Ségou (C. S. Koutiala);
Mmes Traoré, née Kindo Dicko, région Sikasso (C. S. Sikasso);
Korotoumou Diarra, région Gao (C. S. Goundam);
Néné Souko, région Gao (C. S. Tombouctou);
Aminata Touré, région Gao (C. S. Gourma-Rharous).

Le présent arrêté prendra effet pour compter du 1er janvier 1964.

24 juin 1964. — En attendant la mise en place des statuts particuliers, les étudiants stagiaires dont les noms suivent, titulaires d'attestation de l'Ecole Nationale des Services du Trésor (France), sont assimilés à un fonctionnaire malien de l'indice malien 917 (groupe IV), à compter du 1er février 1964, et mis à la disposition du Ministre des Finances.

MM. Mamadou Samba Konaté;
Ismaïla Diarra;
Mamadou Maïga;
Garaba Sissoko.

M. Binaf Kayo, titulaire d'une Licence Es-Lettres d'Enseignement et du Diplôme d'Etudes Supérieures d'Histoire, est nommé professeur échelle I échelon 1, pour compter du 15 novembre 1963 (régularisation).

M. Cheickna Sacko, commis d'Administration adjoint 3e échelon, précédemment percepteur à Kéniéba, suspendu de ses fonctions suivant décision n° 1.821 S.E.F.P.T.-D.F.P.P.-2 en date du 8 mai 1964, est traduit devant un Conseil de Discipline, composé comme suit :

*Président :*

Le Directeur de la Fonction publique et du Personnel.

*Membres :*

MM. Oumar Ballo, commis des Services administratifs, financiers et comptables principal 3e échelon;
Foman Collo Diarra, commis des Services administratifs, financiers et comptables principal 2e classe 2e échelon;
Seydou Diakité, commis d'Administration adjoint 4e échelon.

M. Seydou Diakité remplira d'office les fonctions de rapporteur de la Commission. Le Conseil se réunira sur convocation de son Président, pour statuer sur le cas de M. Cheickna Sacko, commis d'Administration.

La question à poser, à l'exclusion de toutes autres, est la suivante :

*Première question :* Est-il établi que M. Cheickna Sacko, commis d'Administration, s'est rendu coupable de détournement de deniers publics dans l'exercice de ses fonctions de percepteur ?

*Deuxième question :* Si oui à cette question, M. Cheickna Sacko est-il passible de l'une des peines disciplinaires énumérées à l'article 46 de la loi n° 61-57 A.N.-R.M. du 15 mai 1961, pour l'application desquelles l'avis du Conseil de Discipline est requis ?

*Troisième question :* Dans l'affirmative, laquelle ?

M. Tiémoko Sinaté, agent de Police 1er échelon, mle 509, précédemment en service au commissariat du 3e arrondissement à Bamako, est, pour perfectionnement, placé dans la position de disponibilité sans solde, pour une durée de 3 ans renouvelable.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de cessation de service de l'intéressé.

26 juin 1964. — Les agents dont les noms suivent, déclarés admis au concours professionnel du 30 décembre 1963 pour le recrutement de Gardes-Frontières, sont nommés gardes-frontières stagiaires des Douanes et reçoivent les affectations ci-après :

MM. Ali Mahamane, Bureau des Douanes de Gao;
Abdoulaye Cissé, Bureau des Douanes de Douentza;
Ibrahima Théra, Poste de Tessalit;
Modibo N'Diaye, Bureau des Douanes de Hombori;
Nouhoum Ibrahim, Brigade mobile de Gao;
Ibrahima Traoré, Bureau des Douanes de Ségou;
Adama Dembélé, Bureau des Douanes de Sianso (San);
Mamadou Coulibaly n° 1, Bureau des Douanes de Ségou;
Sourakata Koïta, Poste des Douanes de Bénéna (San);
Kimbiri Bâ, Bureau des Douanes de Koro;
Mamadou Coulibaly n° 3, Brigade mobile de Bougouni;
Abdoulaye Dramé, Bureau Gare de Kayes;
Boubacar Sangaré, Bureau des Douanes de Badogo;
Dioukamady Sissoko, Brigade mobile de Bougouni;
Assane Diène, Bureau des Douanes de Badogo;
Kalifa Diarra, Poste Douanes de Bénéna (San);
Paul Bagayoko, Circonscription douanière de Bamako;
Sékou Doucouré, Bureau des Douanes de Sianso (San);
Alexis Diarra, Bureau des Douanes de Badogo;
Tandji Sidibé, Poste des Douanes de Bénéna (San);
Toroba Samaké, Circonscription douanière de Bamako;
Siriman Kéita, Brigade mobile de Bougouni;
Bokar Boulkassoum, Bureau des Douanes de Gao;
Koussé Diarra, Poste des Douanes de Zégoua;
Yalla Sidibé, Circonscription douanière Bamako;
Bellah *dit* Aliou Abdou, Poste des Douanes de Tessalit;
Koli Kéita, Poste des Douanes de Kéniéba;
Ousmane Diawara, Poste des Douanes de Kéniéba;
Faganda Kéita, Bureau des Douanes de Kita;
Boureima Traoré, Bureau des Douanes de Gao.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de sa date de signature.

Les nominations et mutations suivantes sont prononcées parmi le personnel de Commandement du Mali :

CERCLE DE SÉGOU

*Commandant de cercle de Ségou*

M. Ousseynou Sidibé, secrétaire d'Administration de 2e classe 2e échelon, adjoint à Ségou, assurant les fonctions de Commandant de cercle par intérim.

*Adjoint au Commandant de cercle de Ségou*

M. Mamadou Thiam, commis d'Administration principal 2e échelon, précédemment Chef de l'arrondissement de Ouélessébougou, en remplacement de M. Ousseynou Sidibé, nommé Commandant de cercle.

CERCLE DE KOULIKORO

*Adjoint au Commandant de cercle de Koulikoro*

M. Aguibou Dia, commis des Services administratifs, financiers et comptables principal 1er échelon, en fin de congé administratif, précédemment Chef de l'arrondissement central de Nioro, en remplacement de M. Ousmane Samaké, nommé Commandant de cercle de Kolondiéba.

La situation administrative de M. Mamadou Macalou, secrétaire municipal, est régularisée comme suit, du point de vue avancement, dans le cadre municipal :

— Secrétaire municipal de 2e classe 1er échelon, à compter du 1er janvier 1958, passe
— au 2e échelon, le 1er janvier 1960;
— au 3e échelon, le 1er janvier 1962.

La décision n° 24 du 31 mai 1960 est rapportée en ce qui le concerne.

Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté n° 143 S.E.F.P.T.-D.F.P.P.-2 du 18 févier 1963 sont annulées et remplacées par les suivantes :

M. Mamadou Macalou, secrétaire municipal de 2e classe 3e échelon, à compter du 1er janvier 1962, est intégré par équivalence dans le corps des Secrétaires d'Administration.

1er juillet 1964. — Mlle Maïmouna Koné, infirmière diplômée d'Etat, est intégrée dans la Fonction publique malienne, en qualité d'agent technique de Santé de 2e classe 2e échelon et mise à la disposition du Ministre de la Santé publique et des Affaires sociales.

Le présent arrêté prendra effet à compter du 1er octobre 1963.

Par décisions en date des :

13 juin 1964. — Sont nommés membres de la Commission des épreuves des différents concours (concours professionnel et direct) d'entrée à l'Ecole des Infirmiers-Vétérinaires du Mali, les fonctionnaires dont les noms suivent :

*Président :*

Le Directeur de la Fonction publique et du Personnel ou son représentant.

*Membres :*

Le Directeur national de l'Elevage ou son représentant;
Un assistant d'Elevage;
Un infirmier-vétérinaire.

15 juin 1964. — Est constaté le franchissement automatique d'échelon ci-après, concernant le contrôleur des Postes et Télécommunications dont le nom suit :

*Au 2e échelon du grade de contrôleur de 1re classe*

M. Ousmane Traoré, pour compter du 25 avril 1963, A.C. épuisée, contrôleur de 1re classe 1er échelon.

La présente décision prendra effet pour compter de la date ci-dessus, tant en ce qui concerne la solde que l'ancienneté.

M. Jean Martin, agent d'exploitation de 2e classe 3e échelon des Postes et Télécommunications, en service à Bamako-Exploitation des Télécommunications, est muté à Nioro, en remplacement numérique de M. Cheick Sako, bénéficiaire d'un congé administratif.

M. Samba Coulibaly, surveillant adjoint 3e échelon des Postes et Télécommunications, en service à Bamako-Atelier Fil, est muté à Markala, en remplacement numérique de M. Yamadou Traoré, nommé monteur.

M. M'Pé Ouattara, agent d'exploitation de 2e classe 2e échelon des Postes et Télécommunications, en service à Bougouni, est affecté à Sikasso, en complément d'effectif.

16 juin 1964. — M. Béart Robert, agent technique contractuel au Centre national de la Coopération à Bamako, dont le contrat est arrivé à expiration le 31 mars 1964, est engagé en qualité d'agent technique de Coopération et mis à la disposition du Ministre du Développement.

M. Béart Robert est assimilé à un fonctionnaire de l'indice malien 1.743, groupe III.

La présente décision prendra effet pour compter du 1er avril 1964.

M. Hadia Sow, ouvrier principal 3e échelon, précédemment en service au Secteur des Travaux publics à Nioro, est affecté au Service des Ponts et Chaussées, pour servir à l'arrondissement Matériel à Bamako.

La présente décision prendra effet pour compter de la date de mise en route de l'intéressé sur son nouveau poste d'affectation.

La solde de M. Mamadou Karamoko Cissé, commis d'Administration adjoint 4e échelon, en service au cercle de Tominian, est suspendue à compter du 4 mai 1964, date à laquelle l'intéressé a été placé sous mandat de dépôt.

M. Mamadou Karamoko Cissé aura droit à la totalité des allocations pour charges de famille.

A partir du jour de sa libération définitive sur le plan judiciaire, M. Mamadou Karamoko Cissé sera suspendu de ses fonctions, en vue de sa traduction devant le Conseil de Discipline.

17 juin 1964. — M. Cheick Oumar Diallo, facteur ordinaire 3e échelon des Postes et Télécommunications, précédemment en service à Ségou-Poste, dont le congé administratif de 3 mois passé sur place expire le 30 juin 1964, reste affecté à Ségou-Poste, en complément d'effectif.

M. Benoît Diarra, commis stagiaire des Postes et Télécommunications, en service à Kayes-Poste, est muté à Koniakary en qualité de receveur, en remplacement numérique de M. Tiéoulé Diallo, détaché.

M. Abass Diarra, contrôleur I.E.M. principal 1er échelon des Postes et Télécommunications, précédemment en service à Ségou-Technique, dont le congé administratif de 2 mois 28 jours passé à Bamako expire le 30 juin 1964, est affecté à Bamako (Service Fil), en complément d'effectif.

M. Morodian Diakité, contrôleur de 1re classe 3e échelon des Postes et Télécommunications, précédemment en service à Bamako-B.C.T.R., dont le congé administratif de 2 mois 15 jours passé à Tabako (cercle de Yanfolila) expire le 29 juin 1964, reste affecté à Bamako-B.C.T.R., en complément d'effectif.

M. Souleymane Diakité, contrôleur de 2e classe 2e échelon des Postes et Télécommunications, précédemment en service à Bamako-Chèques Postaux, dont le congé administratif de 3 mois passé sur place expire le 27 juin 1964, reste affecté à Bamako-Chèques Postaux, en complément d'effectif.

M. Ibrahima Coulibaly, monteur principal 3e échelon des Postes et Télécommunications, en service à Markala, est affecté à San, en complément d'effectif.

M. Djaguéli Sacko, commis de 2e classe 2e échelon des Services administratifs, financiers et comptables, précédemment Chef de l'arrondissement de Sangha (cercle de Bandiagara), reste maintenu pour ordre au Ministère de l'Intérieur, de l'Information et du Tourisme à Koulouba.

La présente décision prendra effet pour compter de la date de mise en route de l'intéressé sur son nouveau poste d'affectation.

M. Moussa Doumbia, surveillant ordinaire 3e échelon des Postes et Télécommunications, précédemment en service à Bamako-Central Téléphonique, dont le congé administratif de 3 mois passé sur place expire le 19 mai 1964, reste affecté à Bamako-Central Téléphonique, en complément d'effectif.

M. Ibrahima Traoré n° 3, commis principal 2e échelon des Postes et Télécommunications, précédemment en service à Bamako-Recette Principale, dont le congé administratif de 2 mois 15 jours passé sur place expire le 24 mai 1964, reste affecté à Bamako-Recette Principale, en complément d'effectif.

M. Allaye Cissé, facteur ordinaire 3e échelon des Postes et Télécommunications, précédemment en service à Douentza, dont le congé administratif de 3 mois passé à Koulouba expire le 20 mai 1964, est affecté à Ségou-B.C.T.R., en remplacement numérique de M. Moïse Dembélé, qui a reçu une autre affectation.

Les fonctionnaires de l'Assistance technique française, dont les noms suivent, mis à la disposition de l'Office des Postes et Télécommunications, reçoivent les affectations ci-après, en qualité de conseillers techniques :

MM. Eugène Aussel, Chef de Centre supérieur I.R. de 1re classe 4e échelon, arrivé le 15 février 1964, à Gao-Technique;

Marcel Boudet, inspecteur principal, arrivé le 15 février 1964, à Bamako-Service des Télécommunications;

Paul Minier, inspecteur 6e échelon, arrivé le 23 février 1964, à Bamako-Service des Télécommunications;

Michel Bonamy, contrôleur des Télécommunications, arrivé le 11 février 1964, à Bamako-B.C.T.R.;

Jean-Claude Victoria, contrôleur I.E.M., arrivé le 16 février 1964, à Tombouctou-Technique.

22 juin 1964. — Sont constatés, au titre de l'année 1963 et à compter des dates ci-dessous, les avancements automatiques d'échelon des ex-employés civils de l'Armée Française dont les noms suivent, intégrés dans l'Administration générale :

CORPS DES COMMIS DES S.A.F.C.

*Au 3e échelon du grade de commis des S.A.F.C. de 1re classe*

MM. Alassane Camara, Finances Kayes, pour compter du 1-6-63;
Tapa Diallo, M. Finances et Commerce, pour compter du 1-6-63;
Mamadou Kanté, Trésor Bamako, pour compter du 1-6-63,
commis des S.A.F.C. de 1re classe 2e échelon.

*Au 2e échelon du grade de commis des S.A.F.C. de 1re classe*

M. Mamadou N'Diaye, cercle Yélimané, pour compter du 1-6-63, commis des S.A.F.C. de 1re classe 1er échelon.

*Au 4e échelon du grade de commis des S.A.F.C. de 2e classe*

MM. Boubacar Diarra, cercle de Sikasso, pour compter du 1-6-63;
Khalilou Nanakassé, cercle de Bamako, pour compter du 1-6-63,
commis des S.A.F.C. de 2e classe 3e échelon.

*Au 3e échelon du grade de commis des S.A.F.C. de 2e classe*

MM. Daouda Soumaré, Institut national Topographie, pour compter du 1-6-63;
Boubacar Guiro, M. Finances (Commerce), pour compter du 1-6-63,
commis des S.A.F.C. de 2e classe 2e échelon.

CORPS DES COMMIS D'ADMINISTRATION

*Au 3e échelon du grade de commis d'Administration principal*

M. Raphaël Sidibé, S.E.F.P.T. Koulouba, pour compter du 1-6-63, commis d'Administration principal 2e échelon.

*Au 2e échelon du grade de commis d'Administration principal*

MM. Moulaye Traoré, Secrétariat Etat Information et Tourisme Bamako, pour compter du 1-6-63;
Gaoussou Diakité, Secrétariat Défense et Sécurité Koulouba, pour compter du 1-6-63;
Moussa Diallo, ar. cercle Bankass, pour compter du 1-6-63;
Alassane Diallo, M. Finances (Commerce), pour compter du 1-6-63,
commis d'Administration principaux 1er échelon.

*Au 3e échelon du grade de commis d'Administration ordinaire*

MM. Baba Doumbia, Secrétariat Etat Défense et Sécurité Koulouba, pour compter du 1-6-63;
Bassoma Sountoura, Perception municipale, pour compter du 1-6-63,
commis d'Administration ordinaires 2e échelon.

La présente décision prendra effet du point de vue solde à compter du 23 juillet 1963.

23 juin 1964. — Sont constaté, pour compter des dates ci-après indiquées, le passage au 2e échelon de leur grade des agents de Police 1er échelon, dont les noms suivent :

*Pour compter du 14 février 1963*

M. Sidiki Kouyaté, mle 445.

*Pour compter du 7 février 1963*

MM. Siriman Bamba, mle 430;
Yacouba Diarra, mle 431;
Cheick Mamadou Soumano, mle 432;
Sékou Kanté, mle 433;
Sidy Traoré, mle 434;
Paul Coulibaly, mle 435;
Soumaïla Diallo, mle 436;
Dramane Diallo, mle 437;
Saïbou Koné, mle 438;
Labass Sidibé, mle 439;
Gouro Haïdara, mle 440;
Ansoumana Kourouma, mle 441;
Kalifa Sidibé, mle 443;
Ousmane Diarra, mle 444;
Ibrahima Samaké, mle 446;
Moussa Bagayoko, mle 447;
Oumar Fall, mle 448;
Falan Traoré, mle 449;
N'Golo Coulibaly, mle 450;
Hamadoun Touré, mle 451;
Danséni Doumbia, mle 452;
Kader Djé Doumbia, mle 453;
Seydou Traoré, mle 454;
Abdoulaye Diop, mle 455;
Mady *dit* Diadié Diallo, mle 456;
Bâ Tiémoko Diallo, mle 457;
Moctar Sangaré, mle 458;
Sériman *dit* Dagno Danté, mle 459;
Bakary Doumbia, mle 460;
Birama Négazanga Kéita, mle 461;
Seydou Bagayoko, mle 462;
Bouragué Sidibé, mle 463;
Mahamadoun Dicko, mle 464;
Seydou Mécouba, mle 465;
Sacko Koné, mle 466;
Tiécoura Koné, mle 467;
Sékou Camara, mle 468;
Yacouba Camara, mle 469;
Hamidou Coulibaly, mle 470;
Moctar Traoré, mle 471;
Niamey Tounkara, mle 472;
Issaka Camara, mle 473;
Birama Bagayoko, mle 474;
Koké Diarra, mle 475;
Baga Samaké, mle 476;
Abba Maïga, mle 477;
Sidy Kéita, mle 478;
Aliou Maïga, mle 479;
Guédiouma Samaké, mle 480;
Bakoroba Niaré, mle 481;
Mady Sissoko, mle 482;
Faïra Kéita, mle 483;
Lanceï Kéita, mle 484;
Tiécoura Diarra, mle 485;
Alidji Touré, mle 486;
Boubacar Traoré, mle 487;
Moussa Cissé, mle 488;
Sékou Maréna, mle 489;
Bréma Diarra, mle 490;
Beydi Traoré, mle 491;
Seydou Coulibaly, mle 492;
Arsina Banahari, mle 493;
El Madane Touré, mle 494;
Tahirou Diarra, mle 495;
Youba Traoré, mle 496;

Diawoye Fofana, m^le 497;
Gallo Diallo, m^le 498;
Oumar Konaté, m^le 499;
Boubacar Tahirou Touré, m^le 500;
Samba Abdouw, m^le 501;
Alhousseini Amadou Maïga, m^le 502;
Habibou Diallo, m^le 503.

M. Tiémoko Diarra, Chef de la Division du Payement et de la Coopération (Office du Niger), assimilé du point de vue solde et accessoires de solde à un commis des Services administratifs, financiers et comptables 2^e classe 2^e échelon, passe au 3^e échelon de son grade, à compter du 25 février 1964.

M. Oumar Diallo, infirmier ordinaire 2^e échelon, précédemment en service à l'Assistance médicale de Nara, est affecté à l'hôpital Gabriel-Touré (régularisation).

La présente décision prend effet pour compter de la date de mise en route de l'intéressé sur son nouveau poste d'affectation.

24 juin 1964. — Sont constatés, au titre de l'année 1964 et à compter des dates ci-dessous indiquées, les avancements automatiques d'échelon des commis des Services administratifs, financiers et comptables dont les noms suivent :

*Au 3^e échelon du grade de commis des S.A.F.C. principal*

MM. Mamadou Koïta, arrondissement Diéma (Nioro), pour compter du 1-1-64;
Mamadou Traoré Koké, Ministère Développement Bamako, pour compter du 1-1-64;
Alamako Camara, M. Intérieur Koulouba, pour compter du 1-1-64;
Ario Zachariou Touré, Cercle Ménaka, pour compter du 1-1-64,
commis des S.A.F.C. principaux 2^e échelon.

*Au 2^e échelon du grade de commis des S.A.F.C. principal*

MM. Karamoko Théra, Domaines Mopti, pour compter du 1-7-64;
Abdoul Karim Sow, cercle Kolokani, pour compter du 1-1-64;
Bassi Simbara, cercle Kolondiéba, pour compter du 1-7-64;
Issaka Sanogo, M. Santé Koulouba, pour compter du 1-7-64;
Bocar Boucadry, cercle Tombouctou, pour compter du 18-5-64;
Malick N'Diaye, cercle Bourem, pour compter du 1-1-64;
Djibrilla Madoudou, cercle Diré, pour compter du 1-7-64;
Baba Amadou Bâ, cercle Kita, pour compter du 1-10-64;
Aguibou Dia, cercle Nioro, pour compter du 1-1-64,
commis des S.A.F.C. principaux 1^er échelon.

*Au 3^e échelon du grade de commis des S.A.F.C. de 1^re classe*

MM. Bouna Coulibaly, S. Etat Défense et Sécurité, pour compter du 1-1-64;
Kalilou Diaby, Kangaba, pour compter du 1-1-64;
Moctar Tall, Direction Finances Koulouba, pour compter du 1-1-64,
commis des S.A.F.C. de 1^re classe 2^e échelon.

*Au 2^e échelon du grade de commis des S.A.F.C. de 1^re classe*

M. Gouro Koïta, Pharmappro Bamako, pour compter du 1-1-64, commis des S.A.F.C. de 1^re classe 1^er échelon.

*Au 3^e échelon du grade de commis des S.A.F.C. de 2^e classe*

MM. Koro Kontao, Gouvernorat région Bamako, pour compter du 1-10-64;
El Hadj Demba Diallo, cercle Tominian, pour compter du 1-10-64;
Amadou Bocoum, cercle Bankass, pour compter du 1-10-64;
El Hadj Sékou Cissé, arrondissem. cercle Bamako, pour compter du 1-10-64;
Van Sounk Dembélé, M. Développement Bamako, pour compter du 1-10-64;
Alpha Bahni Sow, cercle Bankass, pour compter du 1-10-64;
Assane Guindo, Direction Air-Mali, pour compter du 1-10-64;
Alidji Abocar, Contributions Directes Ségou, pour compter du 1-10-64;
Almamy Diarra, arrondissement cercle Bougouni, pour compter du 1-10-64;
Moussa Fofana, arrondissement Kéléya (Bougouni), pour compter du 1-10-64;
Oumar Bili Touré, arrondissem. Dogo (Bougouni), pour compter du 1-10-64;
Ousmane Magassouba, arrondissement Manakoro (Bougouni), pour compter du 1-10-64;
Oumar Sow, Gouvernorat région Kayes, pour compter du 1-10-64;
Moussa Balobo Maïga, Hombori (Douentza), pour compter du 1-10-64;
Sadio Coulibaly, cercle Kadiolo, pour compter du 1-10-64;
Jacques Traoré, arrondissement Kona (Mopti), pour compter du 1-10-64;
Bengoro Coulibaly, H.C. Jeunesse et Sports Koulouba, pour compter du 1-10-64;
Arbouna Youssouf Maïga, S. O. M. Santé Koulouba, pour compter du 1-10-64;
Mamadou Sylla, Direction Générale Santé, pour compter du 1-10-64;
Moussa Sissoko, Institut Marchoux, pour compter du 1-10-64;
Fayéra Sissoko, M. Travaux publics Bamako, pour compter du 1-10-64;
Issa Kébé, arrondissement Koumentou (Bougouni), pour compter du 1-10-64;
Aliou Mamary Traoré, S. Ordon. Sikasso, pour compter du 1-10-64;
Ibrahima Konaré, M. Finances Koulouba, pour compter du 1-10-64;
M'Bouillé Koïté, Direction Finances, pour compter du 1-10-64;
Koké Diarra, Direction Finances Koulouba, pour compter du 1-10-64;
Alassane Coulibaly, M. Intérieur, pour compter du 1-10-64;
Manian Diarra Cercle Kéniéba, pour compter du 1-10-64;
Yacouba Diawara, Arrondissement Dandéresso (Sikasso), pour compter du 1-10-64;
Bogoba Tangara, arrondissem. Baraouéli (Ségou), pour compter du 1-10-64;
Birama Traoré, Cercle Tominian, pour compter du 1-10-64;

Souleymane Diakité, arrondissement Filamana (Bougouni), pour compter du 1-10-64;
Boubacar Doucouré, S. Ord. Sikasso, pour compter du 1-10-64;
Famara Diarra, Gouvernorat Sikasso, pour compter du 1-10-64;
Bakary Koïta, Assemblée nationale, pour compter du 1-10-64;
Boubacar Bass, B.R.M., pour compter du 1-10-64;
Boubou Hama N'Diaye, Cercle Yorosso, pour compter du 1-10-64;
Chérif Bane, Ouélessébougou (Bamako), pour compter du 1-10-64;
Oumar Moussa Touré, Cercle Kita, pour compter du 1-10-64;
Mamadou Saliah Traoré, Direction Hydraulique, pour compter du 1-10-64;
Mary Traoré, Service des Mines Bamako, pour compter du 1-10-64;
Mamadou Samba Sidibé, Cercle Yorosso, pour compter du 1-10-64;
Moussa Kéita, M. Finances, pour compter 1-10-64;
Balla Sissoko, Transit administratif Bamako, pour compter du 1-10-64;
Ismaïla Koné, Transit administratif Bamako, pour compter du 1-10-64;
Salia Samba Tiémoko Traoré, Cercle Sikasso, pour compter du 1-10-64;
Sidi Amar Maïga, M. Finances, pour compter du 1-10-64;
Mamadou Bâ, Domaines Bamako, pour compter du 1-10-64;
Bougadary Coulibaly, Domaines Bamako, pour compter du 1-10-64;
Mamadou Touré, D.F.P.P. Bamako, pour compter du 1-10-64;
Youssouf Kéita, D.F.P.P. Bamako, pour compter du 1-10-64;
Mintou Koné, Service des Logements, pour compter du 1-10-64;
Ibrahima Coulibaly *dit* Nianzon, Domaines Bamako, pour compter du 1-10-64;
Bakary Kamissoko, S. Ord. Kayes, pour compter du 1-10-64;
Ousmane Berté, Cercle Kolondiéba, pour compter du 1-10-64;
Aly Maïga, S. Ord. Gao, pour compter du 1-10-64;
Mamadou Diakité, Arrondissement Madjakuy (Tominian), pour compter du 1-10-64;
Mama Ibrahima Dembélé, Finances Ségou, pour compter du 1-10-64;
Bakary Kantao, Contributions Directes Bamako, pour compter du 1-10-64;
Sidi Mohamed Kéita, Contributions Directes Bamako, pour compter du 1-10-64;
Baladji Dravé, Assemblée nationale Bamako, pour compter du 1-10-64;
Balla Kéita, M. Affaires étrangères Koulouba, pour compter du 1-10-64;
Souley Diallo, Arrondissement Dogo (Bougouni), pour compter du 1-10-64;
Molo Diarra, Cercle Koulikoro, pour compter du 1-10-64;
Aliou Sarré, arrondissement Sirakoroba (Koulikoro), pour compter du 1-10-64;
Diaguély Sako, M. Intérieur Koulouba, pour compter du 1-10-64;
N'Dji Coulibaly, Cercle Bafoulabé, pour compter du 1-10-64;
Kola Gadiaga, M. Affaires étrangères Koulouba, pour compter du 1-10-64;
Salif N'Diaye, Cercle Diré, pour compter 1-10-64;
Ismaïla Toumany Diakité, Cercle Kolokani, pour compter du 1-10-64;
Lakamy Sylla, Cercle Kolokani, pour compter du 1-10-64;
Karamoko Sissoko, Kati, pour compter du 1-10-64;
N'Faly Diakité, Cercle Kita, pour compter 1-10-64;
Dioman Diakité *dit* Diabaté, Cercle Bandiagara, pour compter du 1-10-64;
Adama Hamma Diallo, Cercle Yorosso, pour compter du 1-10-64;
Séga Abdoul Sy, Cercle Ansongo, pour compter du 1-10-64;
Moussa Bakary Doumbia, Cercle Douentza, pour compter du 1-10-64;
Sory Lamine Traoré, M. d'Etat Koulouba, pour compter du 1-10-64;
Sidiki Magassouba, Cercle San, pour compter du 1-10-64;
Danzié Mallé, Cercle Tominian, pour compter du 1-10-64;
Mamadou Abbas Diawara, Assemblée nationale Bamako, pour compter du 1-10-64;
Ibrahima Diarra, Direction Aviation civile et commerciale Bamako, pour compter du 1-10-64;
Adama Sanogo, Cercle Bamako, pour compter du 1-10-64;
Fousseyni Coulibaly, M. Justice, pour compter du 1-10-64;
Kaffa Traoré, M. Intérieur, pour compter 1-10-64;
Mamadou Bakary Coulibaly, I.O.T.A. Bamako, pour compter du 1-10-64;
Youssouf Sidibé, Cercle Ténenkou, pour compter du 1-10-64;
Bâ Aly Traoré, Cercle Niafunké, pour compter du 1-10-64;
Cheick Sacko, Cercle Bafoulabé, pour compter du 1-10-64;
Mathieu Sangaré, Arrondissement Lobougoula (Cercle Sikasso), pour compter du 1-10-64;
Mohamed Sylla, Assemblée nationale, pour compter du 1-10-64,

commis des S.A.F.C. de 2e classe 2e échelon.

25 juin 1964. — M. Noël Camara, commis des Services administratifs, financiers et comptables de 2e classe 4e échelon, précédemment en service à l'Institut Marchoux, est mis à la disposition du Gouverneur de la région de Kayes.

La présente décision prendra effet pour compter de la mise en route de l'intéressé sur son nouveau poste d'affectation.

26 juin 1964. — Sont constatés les franchissements automatiques d'échelons ci-après concernant les fonctionnaires des corps locaux des Postes et Télécommunications dont les noms suivent :

CORPS DES COMMIS

*Au 2e échelon du grade de commis ordinaire*

M. Domé Kéita, pour compter du 1-1-63, R.S.M. épuisé, M.A. 1 an 3 mois 23 jours, commis ordinaire 1er échelon.

*Au 3e échelon du grade de commis ordinaire*

M. Domé Kéita, pour compter du 8-9-63, M.A. épuisée, commis ordinaire 2e échelon.

CORPS DES MONTEURS

*Au 2e échelon du grade de monteur ordinaire*

M. Eugène Malé, pour compter du 31-10-63, A.C. épuisée, M.A. 2 mois 18 jours, monteur ordinaire 1er échelon.

CORPS DES FACTEURS

*Au 2e échelon du grade de facteur ordinaire*

MM. Sékou Sidibé, pour compter du 14-1-63, R.S.M. épuisé, M.A. épuisée;
Sylvain Diallo, pour compter du 13-3-63, A.C. 2 mois 13 jours,
facteurs ordinaires 1er échelon.

*Au 3e échelon du grade de facteur ordinaire*

M. Sylvain Diallo, pour compter du 30-12-64, A.C. épuisée, facteur ordinaire 2e échelon.

CORPS DES SURVEILLANTS

*Au 2e échelon du grade de surveillant ordinaire*

M. Bouilla Sidibé, pour compter du 31-10-63, A.C. 3 ans, surveillant ordinaire 1er échelon.

*Au 3e échelon du grade de surveillant ordinaire*

M. Bouilla Sidibé, pour compter du 31-10-63, A.C. 1 an, surveillant ordinaire 2e échelon.

La présente décision prendra effet pour compter des dates ci-dessus, tant en ce qui concerne la solde que l'ancienneté.

Est acceptée la démission de son emploi offerte par Mme Traoré, née Bintou Travélé, infirmière adjointe de 2e échelon, en service à la Protection maternelle et infantile de Bamako.

La présente décision prendra effet pour compter de la date de cessation de service de l'intéressée.

La solde de M. Amadou N'Diaye, surveillant stagiaire des Travaux publics, Chef de Mission du Service Minier à Bougouni, est suspendue à compter du 3 janvier 1964, date à laquelle l'intéressé a été placé sous mandat de dépôt.

M. Amadou N'Diaye a droit aux indemnités à caractère familial.

Les infirmières diplômées d'Etat dont les noms suivent, qui ont terminé leur période de stage règlementaire, sont titularisées dans leur emploi pour compter des dates ci-après, et demeurent agents techniques de Santé de 2e classe 2e échelon.

Mlles Fatou Diakité, pour compter du 1-1-64;
Françoise Vital, pour compter du 24-2-64.

Les intéressées conservent une année d'ancienneté acquise au titre du stage.

Mme Traoré, née Aminata Koïta, infirmière ordinaire 3e échelon, précédemment en service à Kolokani, est affectée à l'Assistance médicale de Kangaba, en remplacement de Mme Sissoko, née Assétou M'Baye, mutée (régularisation).

La présente décision prendra effet pour compter de la veille de la mise en route de l'intéressée sur son poste d'affectation.

Il est fait à M. Moctar Draméra, instituteur adjoint stagiaire, en service à Kalifabougou, application de l'article 96 de l'arrêté du 17 mai 1922 sur la solde, pour abandon de poste constaté du 1er au 19 décembre 1963 inclus.

M. Kongossia Coulibaly, commis de 1re classe 3e échelon des Services administratifs, financiers et comptables, précédemment en service au Ministère des Affaires étrangères à Koulouba, est affecté au Secrétariat d'Etat à la Fonction publique et au Travail.

La présente décision prendra effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Est constaté, pour compter du 23 mai 1960, l'avancement automatique au 3e échelon de son grade de M. Fily Gandéga, agent de Police de 2e échelon, en service au commissariat de Police de Kita.

27 juin 1964. — M. Tidiani Diarra, commis adjoint 2e échelon des Postes et Télécommunications, en service à Ségou-P.A.R., est affecté à Bamako-R.P., en complément d'effectif.

29 juin 1964. — Mme Kouyaté, née Henriette Carvalho, sage-femme d'Etat 4e échelon, en service à l'hôpital Gabriel-Touré, est affectée au Ministère de la Santé publique et des Affaires sociales (Section de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle).

Mme Ouattara, née Adiaratou Sanogo, agent technique de Santé de 2e classe 2e échelon, précédemment en service à l'hôpital Gabriel-Touré, est affectée à l'hôpital du Point G (régularisation).

La présente décision prendra effet pour compter du 15 février 1964.

Est constaté, à compter du 1er juillet 1964, l'avancement automatique au 3e échelon de son grade, de M. Mamadou Sy, lieutenant 2e échelon des Douanes.

30 juin 1964. — M. Arouna Touré, Médecin-Chef du Service d'Hygiène publique et de l'Assainissement, assurera, pendant la durée du congé du Docteur Kambéné Kéita et cumulativement avec ses fonctions, celles de Médecin-Chef de l'Assistance médicale du cercle de Bamako et de Médecin-Coordonnateur de la 2e région (régularisation).

La présente décision prendra effet à compter du 10 juin 1964.

Les agents techniques stagiaires dont les noms ci-après, qui ont accompli leur année de stage règlementaire, sont titularisés dans leur emploi et nommés, à compter du 1er octobre 1961, agents techniques de Santé de 2e classe 1er échelon :

MM. Ibrahima Diakité;
Ibrahima Ouologuem;
Kader Konaté;
Fatogoma Diarra;
Amadou Traoré;
Mabo Kassambara;
Seydou Dembélé;
Samba Doucouré.

Ils conservent un an d'ancienneté civile au titre du stage.

Compte tenu de cette ancienneté, les intéressés passent à compter du 1er octobre 1962 au 2e échelon de leur grade.

RECTIFICATIF à l'arrêté n° 4499 S.E.F.P.T.-D.F.P.P.-2 du 30 septembre 1963 portant intégration dans la Fonction publique malienne, de Mme Guèye, née Mariam Sissoko, précédemment adjointe de 2e classe 3e échelon de l'Administration générale de la République de Haute-Volta.

*Au lieu de :*

. . . . . .

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

*Lire :*

. . . . . .

Le présent arrêté prendra effet pour compter du 1er juillet 1963, date de cessation de paiement de l'intéressée en Haute-Volta.

RECTIFICATIF à la décision n° 1899 S.E.F.P.T.-D.F.P.P.-3 du 13 mai 1964 constatant l'avancement automatique d'échelon au titre de l'année 1964 des auxiliaires décisionnaires et « assimilés » de la République du Mali.

*Au lieu de :*

. . . . . .

*A l'échelleVII échelon 2*

318. Youssouf Thiéro, commis, Cercle Ségou, à compter du1-8-64;

512. Mady Sidibé, forgeron, EMCOM Bamako, à compter du 1-8-64.

*Lire :*

. . . . . .

*A l'échelleVII échelon 2*

318. Youssouf Thiéro, commis, Cercle Ségou, à compter du 1-1-64;

312. Mady Sidibé, menuisier, EMCOM Bamako, à compter du 1-1-64.

(Le reste sans changement).

RECTIFICATIF à la décision n° 1284 S.E.F.P.T.-D.F.P.P.-2 du 19 mars 1964 nommant les membres de la Commission d'Avancement au titre des années 1963 et 1964 des fonctionnaires du corps local des Commis d'Administration.

*Au lieu de :*

. . . . . .

*Membres représentant le Personnel*

Catégorie A

MM. Sinaly Diakité, commis d'Administration principal de classe exceptionnelle, en service à l'Action rurale à Bamako;

Sory Ibrahima Wane, commis d'Administration principal 3e échelon, en service au Secrétariat d'Etat à la Défense et à la Sécurité.

*Lire :*

. . . . . .

*Membres représentant le Personnel*

Catégorie A

MM. Sinaly Diakité, commis d'Administration principal de classe exceptionnelle, en service à l'Action rurale à Bamako;

Toumani Diallo, commis d'Administration principal 3e échelon, en service à la Direction de la Fonction publique et du Personnel à Bamako.

(Le reste sans changement).

## Gouverneur de région de Kayes

7 G.-CAB. — Par arrêté en date du 17 juin 1964, est approuvé le Budget primitif semestriel, exercice 1964, de la commune de Nioro, arrêté en recettes et en dépenses à la somme de cinq millions trente et un mille sept cents (5.031.700) francs.

Par décisions en date des :

19 juin 1964. — Les agents du Trésor dont les noms suivent reçoivent les affectations suivantes :

MM. Mamadou Sidi Touré, commis d'Administration ordinaire 3e échelon, précédemment percepteur du Trésor à Kita, est nommé percepteur de Yélimané;

Alasso Fofana, commis d'Administration principal 1er échelon, précédemment percepteur du Trésor à Yélimané, est nommé percepteur de Kita.

22 juin 1964. — M. Cheick Fall, aide-infirmier, précédemment en service au poste médical de Kotéra (cercle de Kayes), est muté à Gory (cercle de Yélimané), en remplacement de l'aide-soignant Mamadou Traoré, qui reçoit une autre affectation.

25 juin 1964. — M. Gagny Tounkara, dactylographe auxiliaire de 3e catégorie, précédemment en service aux Grandes Endémies de Bafoulabé, est muté à l'hôpital secondaire de Kayes (régularisation).

La présente décision prendra effet à compter de la date de mise en route de l'intéressé.

## Gouverneur de région de Bamako

ADDITIF à l'arrêté n° 142 C.G. du 18 juin 1964 autorisant les membres des sections nationales « Aviation et Météorologie » Transports aériens du Syndicat national des Transports à organiser une tombola dont le montant est fixé à 250.000 francs.

Les membres des sections nationales « Aviation et Météorologie et Transports aériens » du Syndicat national des Transports sont autorisés à vendre 200 nouveaux billets à 500 francs, soit 100.000 francs maliens.

### Gouverneur de région de Sikasso

85 G.R.S. — Par arrêté en date du 26 juin 1964, est approuvée la délibération n° 2 du 20 juin 1964 du Conseil municipal de Sikasso, portant virement de crédits au Budget communal transitoire du 1er trimestre 1964.

### Gouverneur de région de Gao

37 R.G.-CAB. — Par délibération en date du 7 juin 1964, la Commission régionale de Gao a approuvé le Compte administratif du Budget régional de Gao, arrêté en

| | |
|---|---|
| Recettes à ..... | 361.582.468 |
| Dépenses à ..... | 354.325.430 |
| soit un excédent de Recettes sur les Dépenses de ..... | 7.257.038 |

qui fait également ressortir :

*a*) 54.741.608 francs de crédits à annuler;

*b*) 6.241.485 francs de crédits à accorder sur le chapitre 044-06 G (Enseignement, Matériel).

2° Le projet de Budget régional de Gao établi pour l'année 1964-1965 et arrêté à la somme de 452.522.925 francs.

38 R.G.-P.E. — Par décision en date du 24 juin 1964, est approuvée la constitution de la Coopérative de Consommation du 3e quartier de Gao, ayant son siège à Gao-Ville, 3e quartier.

## PARTIE NON OFFICIELLE

## CONSERVATION DE LA PROPRIÉTÉ ET DES DROITS FONCIERS

### AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

Cercle de Bamako.

Suivant réquisition n° 3211, déposée le 23 juin 1964, l'Inspecteur des Domaines, demeurant et domicilié à Bamako, a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Bamako, de deux concessions urbaines consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de dix-huit ares quatre-vingt-deux centiares, situées à Koulikoro-Gare, connues sous le nom de concessions du Gouvernorat de Bamako, bornées à l'Est et au Nord par des terrains vagues, au Sud par une ruelle non dénommée, et à l'Ouest par la route goudronnée.

Il déclare que ledit immeuble appartient à l'Etat du Mali et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, ès-mains du Conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal de 1re instance de Bamako.

*Le Conservateur de la Propriété foncière,*

A. MAKANGUILÉ.

## ANNONCES

L'Administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particuliers aucune annonce à caractère commercial n'est acceptée

### AVIS D'ENQUETE

Il est porté à la connaissance du public de Fougadougou, Noumoubougou et Djiconi, qu'il sera procédé, le jeudi 16 juillet 1964 à 9 heures du matin, à une enquête publique et contradictoire d'une concession rurale d'une superficie de 9 hectares 76 ares 30 centiares, située à proximité du village de Djiconi.

Sommation est faite aux enquêteurs de révéler tous droits exercés sur le terrain demandé en concession rurale et leurs titulaires. Avis est donné que tous individus ou collectivités exerçant des droits coutumiers sans titre écrit sur le terrain devront en demander la constatation par requête introduite au Commandant de cercle dans un délai de 1 mois, à compter de la date de publication du présent avis.

Koulikoro, le 17 juin 1964.

*Le Commandant de cercle,*

Alassane BATTA.

Le public est informé qu'une enquête est ouverte, à la suite de la demande présentée par M. Issa Sangaré, Chef de village de Sogoninko, qui sollicite la concession provisoire d'un terrain rural sis à Sogoninko au bord du Niger, entre l'ex-chantier Coignet et le village de Maniambougou, d'une superficie de 11 hectares 16 ares 13 centiares.

Cette enquête durera un mois à compter de la date de publication du présent avis au *Journal officiel* de la République du Mali.

Le dossier de l'enquête est déposé dans les bureaux de l'arrondissement central du cercle de Bamako où le public peut en prendre connaissance tous les jours, de 7 h. 30 à 18 heures, les dimanches et jours fériés exceptés.

Bamako, le 22 juin 1964.

*Le Chef de l'arrondissement central,*

Fama COULIBALY.

### INSCRIPTION AU REGISTRE DU COMMERCE

M. Bakary Coulibaly, commerçant (vente et achat des animaux et marchandises), siège social Mémissalah, arrondissement de Kignan, cercle de Sikasso, capital social six cents mille francs, a été inscrit au Registre de Commerce sous le numéro 19 du Registre analytique.

*Le Greffier en chef,*

Samoura DIPA.

M. Mory Ballo, commerçant (vente et achat des marchandises et produits divers) siège social Sikasso, capital social deux millions de francs, a été inscrit au Registre de Commerce sous le numéro 6 du Registre analytique.

*Le Greffier en Chef,*

Samoura DIPA.

## TRIBUNAL DU COMMERCE DE BANDIAGARA

### AVIS

Avis est donné de l'inscription au Registre du Commerce de Bandiagara sous le numéro 1, de M. El Hadj Labran Cissé.
*Objet* : Vente de marchandises diverses.

---

Avis est donné de l'inscription au Registre du Commerce de Bandiagara sous le numéro 2, de M. Abdoulaye Ouologuem.
*Objet* : Vente de marchandises diverses.

---

Avis est donné de l'inscription au Registre du Commerce de Bandiagara sous le numéro 3, de M. Abdou Kadri Sylla.
*Objet* : Vente de marchandises diverses.

---

Avis est donné de l'inscription au Registre du Commerce de Bandiagara sous le numéro 4, de M. Samba Guindo.
*Objet* : Vente de marchandises diverses.

---

Avis est donné de l'inscription au Registre du Commerce de Bandiagara sous le numéro 6, de M. Songo Binama.
*Objet* : Vente de marchandises diverses.

---

Avis est donné de l'inscription au Registre du Commerce de Bandiagara sous le numéro 7, de M. Touré Ambako.
*Objet* : Vente de marchandises diverses.

---

Avis est donné de l'inscription au Registre du Commerce de Bandiagara sous le numéro 8, de M. Ouologuem Boulkassoum.
*Objet* : Vente de marchandises diverses.

---

Avis est donné de l'inscription au Registre du Commerce de Bandiagara sous le numéro 5, de M. Koné Kalfala.
*Objet* : Vente de marchandises diverses.

---

## IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE

Ont été immatriculés au Registre du Commerce de Kayes, sous les numéros :

297. Père de Champagny, demeurant à Nioro, achat, vente de livres et imprimés (Mission Catholique Nioro) ;
298. Mohamed Lafchouch, commerçant à Kayes, vente de tissus nouveautés;
299. Nouhoum Koïta, vente, achat de marchandises du pays, à Kayes;
300. Daouda Traoré *dit* Baba, vente, achat de marchandises et produits à Kayes;
301. Sidiki Traoré, vente, achat de marchandises et produits à Kayes;
302. Bougoury Traoré, vente, achat de marchandises et produits à Kayes;
303. Koury Salomon Melhem, vente, achat de marchandises et produits à Kayes·
304. Société Shell de l'Afrique Occidentale, commerce et industrie du pétrole;
305. El Hadj Mamadou Doucouré, ex-adjudant, vente, achat produits du pays, Kayes;
306. Hamet Niang, vente, achat de marchandises et produits du pays, à Kayes;
307. Hamady N'Diaye, vente, achat de marchandises et produits du pays, à Kayes;
308. Aliou Daff, vente, achat de marchandises et produits du pays à Kayes;
309. Fodié Séméga, vente, achat de marchandises et produits du pays, à Kayes;
310. Abdoulaye Diawara, vente, achat de marchandises et produits du pays, à Kayes;
311. Djimé Kébé *dit* Salahina, vente, achat de marchandises et produits, à Kayes;
312. Tiéba Niane, vente, achat de marchandises et produits du pays, à Kayes;
313. Founé Sissoko, vente, achat de marchandises et produits du pays, à Kayes.

Pour extrait :

*Le Greffier en Chef,*

S. DIALLO.

---

IMPRIMERIE NATIONALE DU MALI — Dépôt légal n° 2951